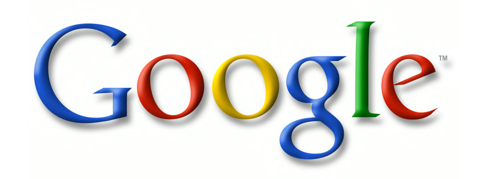
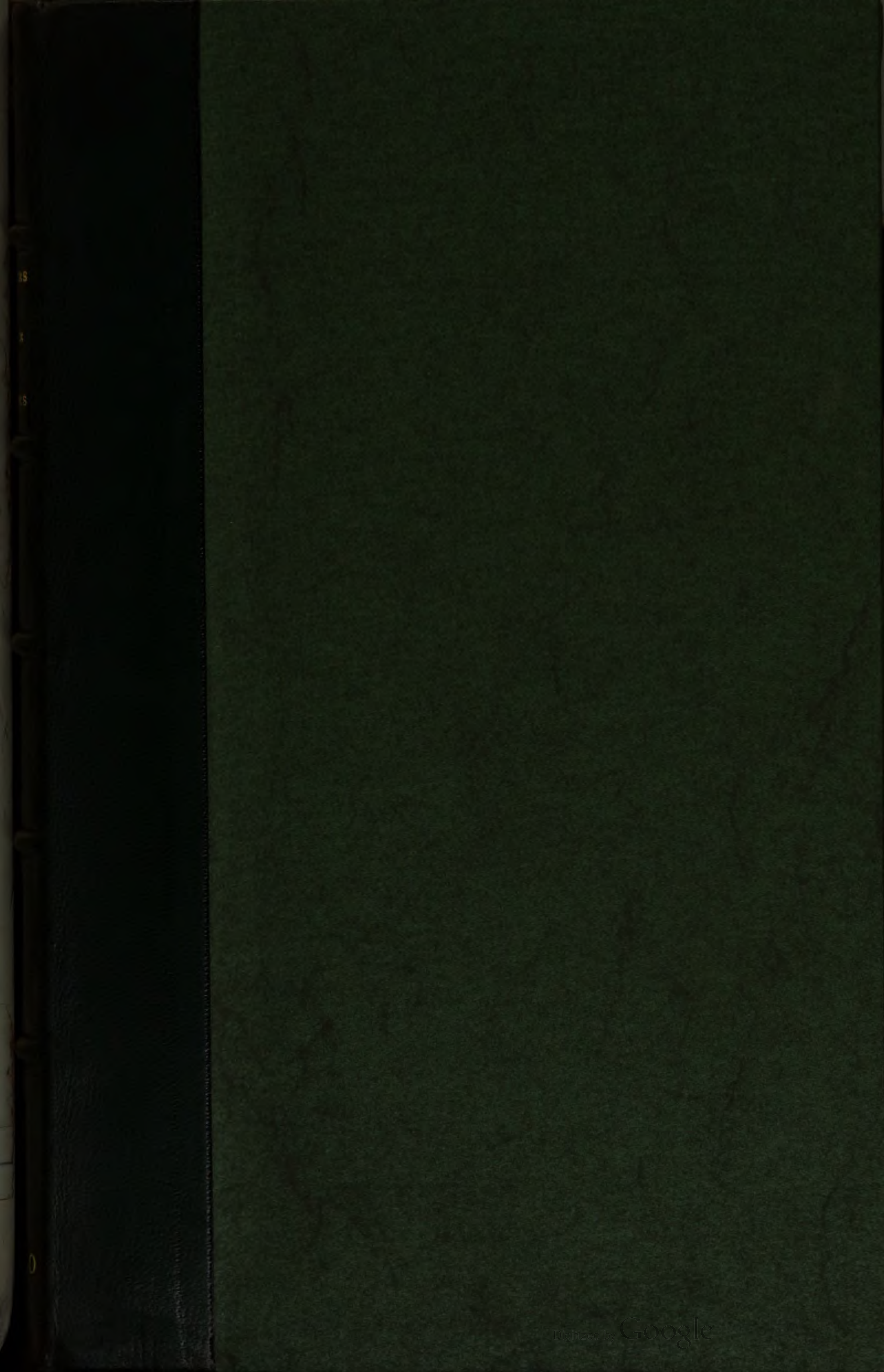
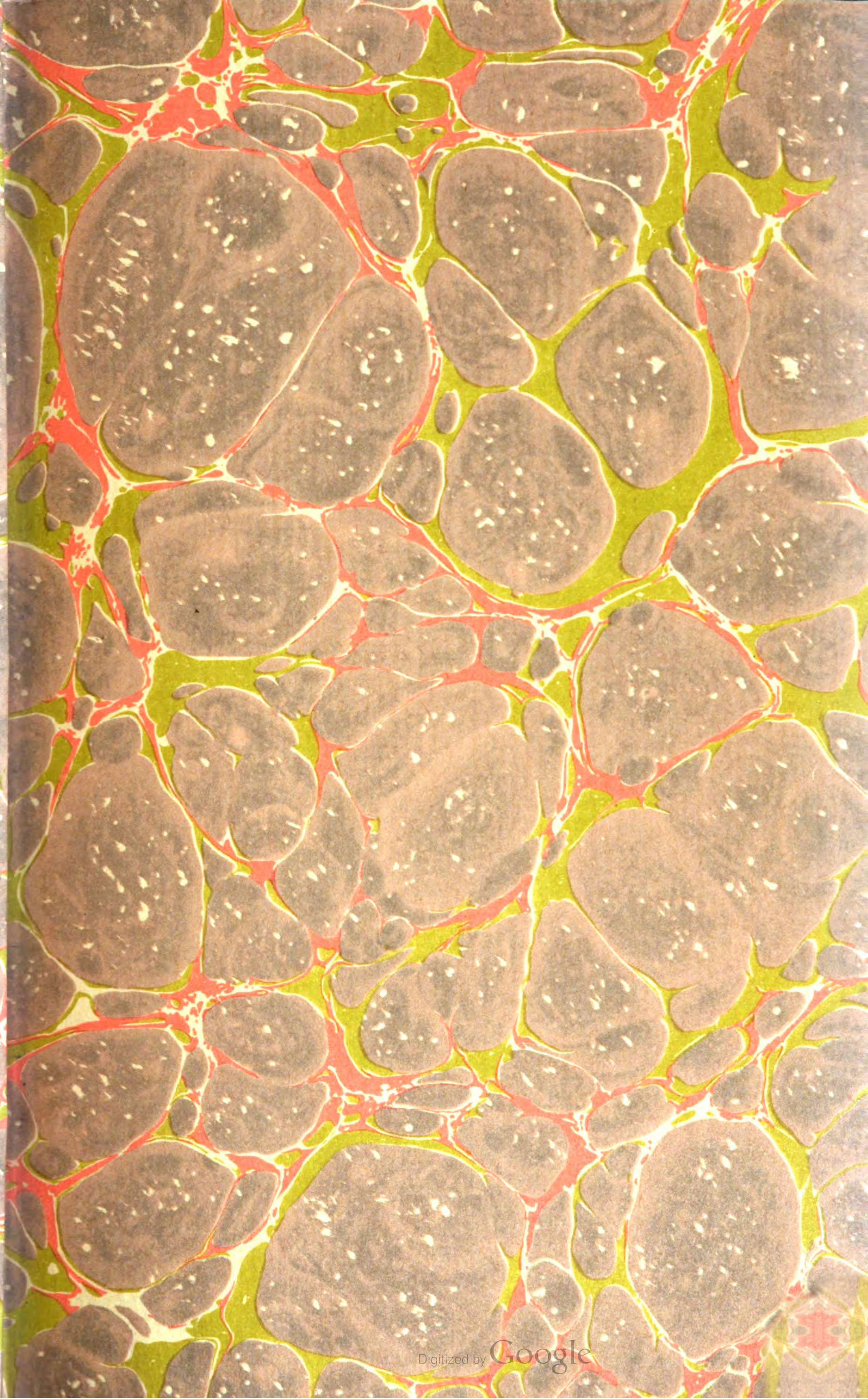






DE LA

MISÈRE DES OUVRIERS

ET

DE LA MARCHE A SUIVRE

POUR Y REMÉDIER.

IMPRIMERIE
DE MADAME HUZARD (NÉE VALLAT LA CHAPELLE),
Rue de l'Éperon, n°. 7.

DE LA

MISÈRE DES OUVRIERS

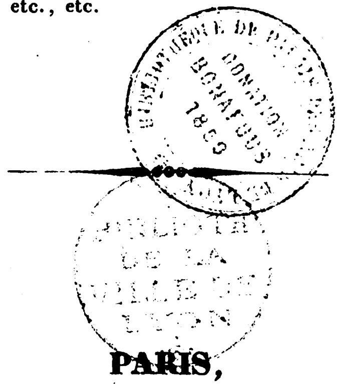
ET

DE LA MARCHE A SUIVRE

POUR Y REMÉDIER;

PAR M. LE BARON DE MOROGUES,

MEMBRE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DU LOIRET, DE LA SOCIÉTÉ ROYALE ET CENTRALE D'AGRICULTURE, DE LA SOCIÉTÉ PHILOMATIQUE, etc., etc.



PARIS,

CHEZ MADAME HUZARD (NÉE VALLAT LA CHAPELLE),

IMPRIMEUR-LIBRAIRE,

Rue de l'Éperon-Saint-André-des-Arts, n°. 7.

1832.

DE LA
MISÈRE DES OUVRIERS
ET
DE LA MARCHE A SUIVRE
POUR Y REMÉDIER..

CHAPITRE PREMIER.

SUFFISANCE ET INSUFFISANCE DES SALAIRES.

On a constaté que, dans la France, la dépense moyenne s'élevait, par individu, à 198 fr. 03 c. chaque année; le *Courrier des électeurs*, la *Revue des Deux-Mondes* et le *Journal des connaissances utiles* ont établi ce fait. C'est, pour une famille composée de cinq personnes, ainsi qu'on le suppose ordinairement, et que cela est pour toute la France prise dans son ensemble, bien que, dans plusieurs départemens, il n'y ait que quatre personnes et demie par maison, 990 fr. 15 c. pour l'entretien d'une famille pendant

toute l'année. Sans doute que cette dépense moyenne ne peut être celle de la famille du simple journalier, car, quoi que l'on fasse, à moins de niveler les fortunes, ce qui tuerait l'émulation et serait absurde, l'ouvrier à la solde de ceux qui l'occupent sera toujours, quant à la dépense, au dessous d'eux dans l'ordre social. Son salaire doit pourtant le mettre dans le cas d'approcher le plus possible de la dépense moyenne, afin qu'il se trouve le plus heureux possible.

Au lieu de ne s'élever qu'à 91 fr. 80 c., ainsi que cela a lieu pour la dépense annuelle de sept millions cinq cent mille citoyens, il serait à désirer que cette dépense pût s'élever pour eux à 120 fr. par personne, comme elle l'est pour les sept millions cinq cent mille qui jouissent du degré d'aisance immédiatement supérieur; ou même qu'elle pût s'élever à 150 fr. par personne, comme elle se trouve être pour les sept millions cinq cent mille de la classe immédiatement au dessus de celle-ci; mais il ne faudrait pas, dans l'intérêt de ces trois quarts de Français, que le revenu des hautes et moyennes classes qui composent le reste de la nation française s'élevât dans le même rapport, car, s'il en était ainsi, le revenu qui fixerait l'aisance

moyenne restant dans le même rapport avec celui des classes inférieures, celles-ci ne trouveraient pas leur sort amélioré, quand bien même elles auraient plus d'objets de jouissances, puisque leurs désirs se seraient accrus dans la même proportion que la masse des choses à leur usage. On a une preuve évidente de la vérité de cette assertion, en s'assurant que dans l'Angleterre, où le revenu moyen s'élève à plus de 800 fr. par individu, le paupérisme est quatre fois plus terrible que dans la France.

C'est plutôt le rapprochement des fortunes qu'il faut tâcher de faciliter par la création de la richesse, que l'accroissement prodigieux de la masse des richesses elles-mêmes, qui, si elles se répartissaient seulement dans les sommités, se feraient toujours au détriment des nombreuses portions de la société qui ne concourraient pas au partage. On voit cela toutes les fois que la richesse se crée principalement par les gens déjà riches, à l'aide des machines qui économisent les bras, ou à l'aide de la concurrence établie par les grands capitalistes sur nos marchés, entre les produits du travail réel de nos ouvriers et celui du travail des ouvriers étrangers. Tout cela peut pourtant servir à accroître la masse des produits;

mais, dans l'intérêt du peuple, la liberté à cet égard ne saurait être illimitée.

Les besoins les plus indispensables à la vie seraient peut-être plus sûrement satisfaits; la population, plus sûrement nourrie, s'accroîtrait même par le seul accroissement de la masse des choses utiles, sans que les rangs sociaux se rapprochassent; mais tant que les rapports entre les classes resteraient les mêmes, ceux des citoyens qui se trouveraient dans les rangs inférieurs n'en seraient pas plus contens pour cela, et si leur instruction avait développé leurs idées au point d'exciter leurs désirs plus que leur revenu ne pourrait accroître leur jouissance, ils se trouveraient réellement de plus en plus malheureux, par la plus grande étendue des privations qu'ils éprouveraient, bien qu'ils auraient une plus grande masse de jouissances satisfaites.

Ce n'est qu'une bonne instruction morale et religieuse qui, en inspirant à l'homme une véritable philosophie, lui apprend à se contenter de ce qu'il possède, quand il ne manque pas du nécessaire, et à se faire une jouissance des privations qu'il doit s'imposer en renonçant volontairement et sans efforts à la possession des objets auxquels il ne lui est pas donné d'atteindre. Sous ce rapport, la morale et l'instruc-

tion religieuse doivent essentiellement former la base de l'instruction de tous les hommes, qui, quelle que soit leur élévation dans l'échelle sociale, désirent monter encore tant que la religion ou la philosophie ne pose pas un terme à leurs désirs.

C'est la divagation de ces désirs, dans un sens, qui conduit les uns à l'ambition insatiable des richesses, de l'élévation, des honneurs, des dignités, de la puissance, de la gloire; c'est la divagation, dans le sens contraire, qui fait demander par les autres le nivellement des fortunes acquises, égalité absurde qui serait la cause nécessaire de l'extinction de l'émulation, de la restriction de la production et de la rétrogradation de l'ordre social.

C'est donc vers le rapprochement, par la création de la richesse nouvelle, et non vers l'égalisation des situations sociales acquises, que le Gouvernement doit tendre de plus en plus, à mesure que les idées, s'étendant davantage dans les classes inférieures de la société, rapprochent les besoins de ces classes de ceux des classes supérieures.

Pour prévenir alors la nécessité d'un rapprochement trop grand, extinctif de l'émulation à laquelle la société doit ses progrès, il est in-

dispensable que l'instruction soit plus étendue dans les hautes classes que dans les classes inférieures, et qu'autant que possible elle soit spéciale aux situations de toutes les familles. Il le faut ainsi, pour que la société reste progressive, parce qu'il est indispensable que les classes inférieures, qui sont et qui doivent toujours être les plus nombreuses, trouvent leur situation aussi heureuse que possible.

Les progrès de la société ne peuvent être stimulés que par l'inégalité des situations, qui excite l'homme au travail. C'est donc parce que nous voulons que la société reste progressive, que nous regardons l'inégalité des situations de ses membres comme en étant la base indispensable.

Reste à savoir, dira-t-on, si les inégalités sociales doivent n'être que personnelles, ou si elles doivent se perpétuer par l'hérédité? Ces inégalités, qui sans doute ne doivent instituer aucun pouvoir héréditaire, si ce n'est quand l'intérêt de l'État en fait une nécessité politique, doivent indispensablement, quant à ce qui concerne la propriété, s'étendre aux familles qui doivent essentiellement hériter des fortunes acquises en argent et même de certains honneurs destinés à centupler la richesse des États. Il

faut qu'il en soit ainsi, afin non seulement que l'émulation soit positive et durable, mais plus encore pour que la pensée de l'homme s'étende au delà de sa tombe; pour que cette pensée l'affranchisse de l'égoïsme, cause de tous les crimes; pour qu'elle l'élève au dessus de lui-même en lui créant une famille à laquelle son existence doit se lier; pour qu'elle lui crée une patrie qui ne peut se composer que de la réunion des familles de ses compatriotes; pour qu'elle fasse de l'homme un être au dessus de l'animal, qui ne pense qu'à lui, qui ne vit que pour lui, qui ne connaît que sa force, et pour lequel il n'existe ni vice ni vertu.

C'est l'inégalité sociale, cause de l'émulation, de toutes les vertus, de tous les progrès sociaux et du patriotisme lui-même, qui a élevé l'homme civilisé au haut point où il se trouve placé au dessus du sauvage; c'est l'inégalité chez les sauvages qui, en stimulant leurs pensées, les élève au dessus de la brute, dont toute l'existence est concentrée en elle-même; demander la cessation de l'inégalité, c'est demander l'abrutissement des hommes et l'extinction de l'ordre social.

L'éducation doit donner aux hommes les meilleurs moyens d'appliquer leurs efforts;

mais, avant tout, elle doit les accoutumer à trouver le plus possible dans la rémunération de leur travail des moyens suffisans pour la satisfaction de leurs jouissances, et à cause de cela, il ne faut pas que le développement surérogatoire de leurs idées étende leurs désirs au point de les rendre malheureux par le perpétuel chagrin de les voir sans cesse non satisfaits.

Mais brisons sur ce sujet de haute philosophie autant que de haute politique; reconnaissons l'utilité des progrès de la Société quand ils sont dirigés avec modération et sagesse sans méconnaître leurs dangers quand ils sont abandonnés au hasard et à l'indépendance; craignons le bouleversement de l'ordre social qu'ils tendent à amener par une marche irrégulière ou trop rapide; faisons tout ce qui est en nous pour améliorer le sort de tous les citoyens, notamment de ceux des classes inférieures, qui forment les masses; et pour atteindre ce but, gardons-nous d'étendre les désirs de ceux qui les composent au delà du terme où leurs besoins peuvent être sûrement et facilement satisfaits! gardons-nous surtout de stimuler trop les progrès d'une grande industrie qui, en s'étendant aux dépens de la petite, ne servirait qu'à multiplier le nombre des misérables, et à aggraver

leurs douleurs en accroissant la richesse de quelques familles qui n'en seraient peut-être pas plus heureuses pour cela !

Ceci admis, cherchons à déterminer les limites inférieures des salaires en raison des besoins des citoyens qui forment les classes ouvrières, telles qu'elles doivent être posées aujourd'hui en France.

M. le baron Charles Dupin a évalué, comme il suit, le salaire annuel du travailleur avec sa femme, dans son Traité des forces productives, en divisant la France en deux régions, nord-est et sud-ouest, et en plaçant trente-deux départemens dans la première et cinquante-quatre dans la deuxième.

	FRANCE		
	Nord.	Sud.	Totale.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Prolétaire agricole avec sa femme..	508 »	441 »	477 »
Prolétaire industriel avec sa femme.	587 »	492 »	540 »

Il semblerait résulter de là que, dans la France méridionale, les salaires de toutes les classes de travailleurs étant moindres que dans la France septentrionale et le prix des grains y étant constamment plus élevé, le peuple devait y être

plus misérable. Le contraire a pourtant lieu ; le peuple, moins instruit, y est sans doute moins industrieux, mais aussi il y a moins de désirs, et il s'y trouve moins misérable, puisqu'il y commet beaucoup moins de crimes contre les propriétés; il y est aussi beaucoup plus satisfait de son existence, puisqu'il y commet beaucoup moins de suicides; et enfin il y est beaucoup moins envieux de la richesse acquise sans travail, puisqu'il y met beaucoup moins à la loterie.

Tout, sous le rapport de la satisfaction morale, est donc à l'avantage de ces populations du midi et de l'ouest de la France, que M. le baron Dupin nous a démontrées si inférieures à celles du nord et de l'est sous les rapports de l'instruction et de l'industrie, et nonobstant la vivacité du climat, qui en exaltant leurs passions les porterait davantage au crime, ainsi que le démontre la plus grande quantité de crimes contre les personnes dans la région méridionale que dans la région septentrionale, il n'en est pas moins démontré que, dans la première, la somme de tous les crimes est, proportionnellement à sa population, beaucoup moindre que dans la seconde proportionnellement à la sienne, et qu'il en est de même à l'égard de tous les

délits contre la propriété, dont le nombre atteste la misère.

C'est aussi au moindre malheur des populations des classes inférieures dans le sud-ouest de la France que doit être attribué leur plus grand attachement aux vieilles lois et aux vieilles coutumes. Ce principe d'ordre et de stabilité, qui, sans doute, a des inconvéniens quand il est poussé à l'extrême, dans les sociétés progressives, comme l'est la nation française, mais qui a aussi ses avantages, est beaucoup plus influent dans le sud-ouest que dans le nord-est de la France. Les populations du midi, à cause de cela, redoutent des progrès dont elles ne sentent pas le besoin, et dont par conséquent elles n'ont pas le désir. Il en est là des classes inférieures comme il en fut des serfs qui refusèrent la liberté : les classes moyennes, plus instruites et plus industrieuses, dans le midi comme dans le nord, y désirent les progrès avec toute l'ardeur des tempéramens méridionaux ; les classes inférieures, plus nombreuses qu'elles, s'y trouvent satisfaites, se laissent diriger principalement par les hautes classes qui ne veulent rien céder, et qui s'opposent aux progrès avec violence.

Descendez plus au midi, dans cette Espagne et dans ce Portugal, où l'ignorance et la su-

perstition opposent à l'industrie des barrières presqu'invincibles. L'horreur des progrès et l'amour d'un gouvernement stationnaire y sont les principaux traits caractéristiques des masses populaires ; ces masses sévissent avec brutalité contre ceux qui tentent de renverser les lois sous lesquelles elles sont satisfaites de vivre, parce qu'elles ont la facilité de se procurer toutes les jouissances qu'elles connaissent, avec les très modiques salaires qui leur sont alloués, ou en tendant la main à la porte d'un monastère.

C'est la limite des besoins que ressent l'ouvrier, et non le taux de son salaire, qui détermine sa satisfaction ou son mécontentement.

C'est pour cela que l'ouvrier du midi et de l'ouest de la France, recevant un plus modique salaire et payant plus chèrement le pain qu'il mange, se trouve plus heureux que l'ouvrier du nord et de l'est avec son salaire plus élevé, son pain beaucoup meilleur et son blé moins cher : c'est pour cela encore que l'ouvrier agricole se trouve par toute la France plus heureux et se tient plus tranquille que celui des ateliers, bien que la somme de son salaire soit moindre. On trouve une preuve à l'appui de cette opinion dans le nombre infini-

ment moindre des pauvres, réduits dans nos campagnes à implorer les charités publiques, comparativement à celui des pauvres qui se trouvent dans cette situation pénible au sein de grandes cités. On aurait aisément la démonstration de ce fait dans toute la France, comme nous allons la donner dans un de nos départemens, et il en serait à peu près de même dans tous les autres pays du monde, hors l'Angleterre, où l'absorption presque complète de la petite culture par la grande a converti l'exploitation rurale en énormes ateliers, autour desquels le paupérisme se propage comme autour des ateliers industriels des grandes cités.

Le département du Loiret, sur trois cent quatre mille habitans, en compte quarante mille dans la ville d'Orléans, ceux-ci vivent plus spécialement de l'industrie manufacturière et commerciale; les deux cent soixante-quatre mille autres vivent plus spécialement de l'industrie agricole, en cultivant un sol qui, dans la moitié de son étendue, est très ingrat, et ne produit pas toutes les denrées nécessaires à la subsistance de ceux qui y habitent; ce n'est que dans l'autre moitié que les subsistances sont plus abondantes que les besoins locaux.

On devrait penser, d'après cela, en entendant

les partisans, enthousiastes de l'industrie manufacturière et commerciale, que le peuple d'Orléans, ville essentiellement commerçante, doit être beaucoup plus heureux que celui des campagnes voisines; par malheur pour leur système, ils se trompent étrangement sous ce rapport.

Remarquez-bien que le département du Loiret est, à cause d'Orléans, le huitième de ceux de la France, dans l'ordre de sommes des patentes payées par mille habitans ; et que pourtant, à cause de cela sans doute, bien antérieurement à la révolution de juillet 1830, il y avait dans Orléans seul dix mille cinq cents pauvres dans la nécessité de recourir aux charités publiques, c'était un pauvre sur quatre habitans; depuis la révolution de juillet, il y en a eu jusqu'à quatorze mille, dont près de douze mille ont été inscrits sur la liste des pauvres, c'est plus d'un sur trois habitans; tandis que dans le reste du département du Loiret, peuplé de deux cent soixante-quatre mille habitans, la plupart livrés à l'agriculture, on ne comptait, avant la révolution de juillet, que moins de douze mille pauvres, c'est à dire moins d'un sur vingt et un habitans, et depuis la révolution de juillet on n'en a compté que quinze mille cinq cents, ou moins d'un sur dix-sept habitans.

Ajoutez à cela qu'Orléans possède un vaste hôpital, réservé presqu'uniquement aux habitans de la ville, dans lequel sont reçus les enfans abandonnés, des infirmes, des aliénés et des vieillards; un vaste hôtel-Dieu où l'on traite beaucoup plus de malades de la ville que de la campagne; une association maternelle, un hospice pour la maternité; plusieurs consultations gratuites, où l'on distribue des remèdes aux malades, et plusieurs chambres de pansemens, ainsi que de nombreuses écoles gratuites, genres de secours qui manquent beaucoup plus dans les campagnes que dans les villes; et vous jugerez si la grande industrie qui attire les classes ouvrières dans les cités populeuses les y rend aussi heureuses que si elle les laissait dispersées dans les campagnes, et si le Gouvernement faisait tous ses efforts pour leur procurer là tous les travaux agricoles qui peuvent accroître la production du sol de la France.

Veut-on une autre preuve de cette vérité encore tirée de la comparaison de la criminalité entre plusieurs de nos départemens, le tableau suivant nous la donne.

Tableaux comparatifs des dix départemens les plus industriels et des dix départemens les moins industriels de la France, la Corse exceptée, à cause des mœurs de ses habitans, très différentes de celles des autres Français.

1er. TABLEAU DES DIX DÉPARTEMENS QUI PAIENT LE PLUS DE PATENTES EN CINQ ANS, SUR 1,000 HABITANS.

NOMS des dix DÉPARTEM. les plus industriels.	Population en 1827.	PATENTES payées en 5 ans, de 1826 à 1830.	Somme des Patentes par 1000 Habitans.	Nombre des Accusés de crimes contre les Propriétés, année moyenne, de 1825 à 1829.	Rapport de ces Accusés à la Population, 1 sur	Nombre des Suicides, année moyenne, de 1827 à 1829.	Leur Rapport à la Population, 1 sur
		fr.	fr.				
Seine......	1,013,373	26,739,094	26,386	742	1,366	282	3,877
Rhône......	416,575	4,020,834	9,652	93	4,479	27	15,428
B-du-Rhône	326,302	2,706,829	8,295	62	5,262	35	9,323
Gironde....	538,151	3,951,954	7,343	68	7,914	26	20,698
Seine-Infér.	688,295	4,547,363	6,606	229	3,005	73	9,428
Marne......	325,045	1,502,951	4,624	66	4,924	39	8,334
Seine-et-O.	440,871	1,902,634	4,315	114	3,860	83	5,311
Loiret.....	304,228	1,227,585	4,035	60	5,070	28	10,865
Hérault....	339,560	1,335,033	3,931	31	10,953	10	33,956
Côte-d'Or..	367,143	1,332,496	3,629	40	9,178	23	15,297
TOTAUX....	4,759,543	49,266,773	10,351	1,505	3,162	626	7,603

2°. TABLEAU DES DIX DÉPARTEMENS QUI PAIENT LE MOINS DE PATENTES EN CINQ ANS, SUR 1,000 HABITANS.

NOMS des dix DÉPARTEM.	Population en 1827.	PATENTES payées en 5 ans, de 1826 à 1830.	Somme des Patentes par 1000 Habitans.	Nombre des Accusés de crimes contre les Propriétés, année moyenne, de 1825 à 1829.	Rapport de ces Accusés à la Population, 1 sur	Nombre des Suicides, année moyenne, de 1827 à 1829.	Leur Rapport à la Population, 1 sur
		fr.	fr.				
Creuse.....	252,932	199,444	788	13	19,456	3	84,311
Corrèze....	284,882	242,053	849	20	14,244	5	56,976
C.-du-Nord.	581,684	508,203	873	85	6,843	8	72,710
Loire (H.)..	285,673	259,594	909	14	20,405	1	285,673
Lot........	280,515	290,512	1,035	32	8,766	6	46,752
Aveyron...	350,014	371,758	8,062	49	7,143	4	87,503
Cantal.....	262,013	285,928	1,091	21	12,476	2	131,006
Puy-de-D..	566,573	655,283	1,157	46	12,316	7	80,939
Lozère.....	138,778	162,777	1,173	26	5,337	2	69,389
Morbihan...	427,453	516,003	1,208	56	7,633	13	32,882
TOTAUX.....	3,430,517	3,491,555	1,018	362	9,476	51	67,265

Ces tableaux démontrent d'une manière effrayante l'influence désastreuse de l'industrie patentable sur les populations ouvrières. Ils prouvent péremptoirement que, dans nos dix départemens les plus industriels, où en cinq ans il a été payé pour 49,266,773 francs de patentes, ce qui donne 10,351 francs par mille

habitans, il y a eu un accusé de crime contre les propriétés sur trois mille cent soixante-deux habitans, et un suicide sur sept mille six cent trois; tandis que dans les dix départemens les moins industriels de la France, qui, réunis ensemble, n'ont payé en cinq ans que pour 3,491,555 francs de patentes, ce qui n'a fait que 1,018 francs pour mille habitans, il n'y a eu qu'un accusé de crime contre les propriétés sur neuf mille quatre cent soixante-seize habitans, et un suicide sur soixante-sept mille deux cent soixante-cinq.

Comment, après une démonstration mathématique aussi évidente, pourrait-on douter encore de la supériorité de la situation des masses dans les pays agricoles relativement à celle où elles sont placées dans les pays industriels? Vainement, nous dira-t-on que les ouvriers industriels reçoivent de plus forts salaires que les ouvriers agricoles : qu'importe à leur bonheur ce surcroît de salaire si, nonobstant cela, leurs recettes sont encore de plus en plus insuffisantes pour eux, et si leurs besoins sont toujours de plus en plus grands que leurs salaires? Quel bien leur fait l'élévation de leurs salaires si, en la recevant, ils se trouvent encore plus misérables?

Viendra-t-on nous dire que, depuis la révolution de juillet 1830, la stagnation des affaires a beaucoup aggravé le malheur des populations industrielles ? Oui, sans doute ; elle a amené ce funeste résultat comme le font toutes les causes d'inquiétude, de resserrement des bourses et de stagnations commerciales ; mais cela s'est beaucoup plus fait sentir parmi les populations urbaines et surtout parmi celles des très grandes villes que parmi les populations agricoles, parce que celles-ci, produisant des objets de première nécessité destinés à la consommation intérieure, ne peuvent être privées de leur travail, par les stagnations du commerce et par l'interruption des relations à l'étranger, autant que le sont les populations manufacturières qui travaillent pour l'étranger, et sur les produits étrangers, en concurrence avec les ouvriers des autres pays soumis à des lois différentes, et ayant des habitudes qui leur permettent de travailler à beaucoup plus bas prix que nos ouvriers ne peuvent le faire.

Le travail des agriculteurs est donc, à cause de cela, beaucoup plus stable que celui des manufacturiers : ceux-ci d'ailleurs ont des habitudes moins régulières, moins constantes et plus dispendieuses, parce que, gagnant par saccades

et vivant au milieu de ceux qui participent à toutes les jouissances de la vie, ils dépensent beaucoup quand ils gagnent beaucoup, et accoutumés à jouir plus, ils se trouvent plus misérables quand leurs salaires diminuant, ils sont contraints de réduire leurs dépenses.

Voilà pourquoi, quelles qu'aient été les causes de la révolution de 1830, quel que soit le bien qui doive en résulter, les malheurs de la classe ouvrière dans les villes de la France, à la suite de cette révolution, ont prouvé péremptoirement la priorité des travaux agricoles sur les travaux industriels, ainsi que la nécessité d'étendre les premiers le plus possible, fût-ce même aux dépens des seconds, en distrayant autant que faire se pourra les populations industrielles de leurs occupations ordinaires, pour les reporter au sein des campagnes, et pour leur donner là des habitudes plus régulières, à l'aide d'un travail plus constant et plus assuré, quoique peut-être en apparence un peu moins lucratif.

Pour connaître à quel point l'usurpation de la grande industrie sur la petite, et celle de l'industrie des fabriques sur l'industrie agricole peut accroître les malheurs de la classe ouvrière, il suffit d'arrêter un instant ses regards sur cette Angleterre volcanisée, que l'on considère

comme la reine du monde. Les incendiaires de Bristol lui ont cruellement révélé ce que pouvaient faire des ouvriers désœuvrés et réduits au désespoir, au sein d'une grande ville, quand l'espérance d'une réforme de laquelle ils attendaient, à tort ou à raison, la fin de leur malheur leur semblait ravie.

L'Angleterre, enflée par le commerce et par la grande industrie en tout genre, a accumulé chez elle d'immenses trésors; mais ces trésors, entassés dans les sommités, n'ont laissé que la plus affreuse indigence à plus du quart de la population, réduite à vivre des charités publiques, et de précaires moyens d'existence aux douze quinzièmes de cette même population : ils ont laissé deux autres quinzièmes de cette population dans une médiocrité qui ne leur permet pas de faire plus du double de la dépense moyenne, et tout cela n'a été que pour donner une opulence excessive à un trois-centième des habitans de ce pays, dans lequel les deux tiers des citoyens sont les plus dépendans du monde des secours, que leur manque de salaire les force à réclamer.

Heureusement pour nous, le taux de la richesse qui fait la médiocrité dans l'Angleterre fait chez nous l'opulence, et en revanche le

quart le plus misérable des Français l'est d'une fois moins, même aujourd'hui, que les deux tiers des Anglais, et ne l'est pas plus que les six septièmes d'entr'eux, ainsi que le démontrent les deux tableaux de la répartition de la richesse, que nous avons insérés dans un autre mémoire.

Voilà les résultats positifs du triomphe de la grande industrie! Elle a placé l'Angleterre dans la situation la plus effrayante; elle l'a enflée comme un ballon prêt à crever au premier choc: tout l'art, toute la prévoyance de ceux qui la gouvernent ne la retireront pas du précipice affreux sur le bord duquel elle est placée et dans lequel elle est près de s'engloutir; parviendront-ils, nautonniers habiles, à retarder son naufrage? Dieu le veuille! mais après la chute de Tyr, de Sydon, de Carthage, de Venise, de Gênes, de Florence, de la Hollande et des villes anséatiques, que leur grande industrie, quoique bien moindre que celle de l'Angleterre, a d'abord enrichies pour les conduire ensuite à leur perte, ou pour les réduire au rôle le plus secondaire, peut-on espérer pour nos rivaux d'outre-mer qu'ils surmonteront encore longtemps leur terrible situation sociale? Défendus par la mer et par la marine la plus formidable

du monde contre l'invasion des peuples cultivateurs, ils succomberont sous le faix du paupérisme qui les accable et des émeutes qu'il fera naître. Si la France les imitait, elle aurait tout à la fois à redouter et l'invasion des peuples cultivateurs et les atteintes du paupérisme, qui bientôt y renverseraient l'ordre social déjà bien vivement attaqué par les saints-simoniens, par les anarchistes et par les incendiaires.

CHAPITRE II.

DES MOYENS DE RENDRE LES SALAIRES SUFFISANS.

Quel que soit le taux des salaires, ils ne sont suffisans que quand ils mettent les classes laborieuses à même de satisfaire à leurs besoins.

Ils sont insuffisans toutes les fois que, par leur modicité comparée aux besoins de ceux qui les reçoivent, ils tendent à leur laisser un grand nombre de désirs non satisfaits, et surtout quand ils les mettent dans la nécessité de se priver de choses devenues indispensables à leur subsistance, d'après les usages des populations desquelles ils font partie.

La simplicité des mœurs, l'ignorance des

jouissances de la vie déterminent la suffisance des salaires : elles seules permettent, dans certains pays, de les conserver au dessous du taux qui, dans d'autres, porterait la misère du peuple à son comble.

Le Groenlandais, vêtu de peaux d'animaux sauvages desséchées et cousues avec des arêtes de poissons, ne vit que de chair souvent corrompue, savoure l'huile de baleine, habite sous une hutte de terre au milieu des neiges éternelles, sans autre besoin que celui des choses qu'il se procure par lui-même, et préfère sa pauvreté, avec sa liberté et sa vie vagabonde, à tous les salaires que pourrait lui procurer, en le forçant au travail, ce que nos ouvriers considéreraient comme le comble de leurs désirs.

Le salaire de l'Indien, vivant sous le plus beau ciel du monde, lui suffit quand il le met à même de se couvrir d'une légère étoffe de coton, de manger du riz et de consommer quelques légumes.

Les Nègres de nos colonies se trouvaient souvent heureux, quoi qu'on en dise, quand ils appartenaient à de bons maîtres, qui ne les surchargeaient pas de travail, les traitaient avec douceur, et ne les laissaient manquer d'aucun des alimens grossiers qui suffisaient à leurs dé-

sirs restreints par l'ignorance : nos colons, qui le savaient, entretenaient à dessein parmi leurs esclaves l'ignorance la plus complète ; ils se gardaient bien de leur inculquer les principes d'une religion qui eussent étendu leurs idées ; la morale elle-même ne leur était pas enseignée ; le concubinage était la seule union conjugale qui leur fût permise, les liens de famille n'existaient pas pour eux : réduits à l'état de la brute, leurs besoins, comme les siens, étaient ceux de la simple nature; on leur en faisait payer la satisfaction par le travail, et si ce travail n'était pas excessif, ils étaient pour l'ordinaire joyeux et contens, parce qu'abrutis par leurs habitudes, ils se regardaient eux-mêmes comme d'une espèce fort inférieure aux blancs qui leur commandaient ; ils se croyaient heureux, et l'étaient réellement quand ils recevaient d'eux quelques légères marques de satisfaction ou quelques bagatelles.

Remontez dans l'échelle sociale des Nègres de nos colonies à ceux de l'Afrique, de ceux-ci aux Arabes, des Arabes aux habitans sédentaires des côtes de la Barbarie; de ces derniers aux Espagnols, des Espagnols aux Français, et des Français aux Anglais ; partout vous trouverez de degré en degré les besoins du peuple s'accroissant nécessiter pour les classes ouvrières

des salaires de plus en plus élevés, parce qu'elles ont de plus en plus de besoins à satisfaire en raison du plus grand développement de leur industrie, suite du plus grand développement de leur intelligence.

La conséquence naturelle de cette observation est qu'il ne faut étendre l'intelligence des classes laborieuses qu'autant que l'on peut élever leurs salaires au niveau des besoins que cette extension leur donnera. En Espagne, on préfère rétrécir l'intelligence du peuple en le rendant complétement ignorant et superstitieux : c'est un moyen de Gouvernement sans doute moins bon qu'un autre, mais qui pourtant, peut encore être employé dans ce pays; il ne saurait plus être applicable dans la France, parce que les peuples ne rétrogradent qu'à la suite de la dispersion et de la conquête que les barbares font de leur pays.

Gardons-nous de tenter de faire rétrograder l'instruction parmi nos concitoyens; le despotisme le plus cruel pourrait seul entreprendre cette terrible tâche, sous le faix de laquelle le Gouvernement le plus fort aurait de la peine à ne pas succomber. La science peut être stationnaire, elle peut n'être que lentement progressive; mais elle ne recule jamais que quand la

barbarie vient à la frapper d'un coup mortel en tuant ou en déportant les peuples qu'elle accable.

Marchons donc toujours, mais n'avançons qu'avec précaution et mesure; ne rendons les classes inférieures progressives en instruction que secondairement aux classes supérieures et qu'en nous assurant des moyens de pourvoir aux besoins nouveaux qu'un surcroît d'instruction leur fera connaître, c'est à dire en leur assurant des salaires suffisans pour les mettre à même d'y satisfaire.

Ce serait une double faute que d'accroître les besoins du peuple par le développement de son intelligence, en même temps que l'on restreindrait les salaires des ouvriers, soit pour soutenir la concurrence des fabriques nationales contre les fabriques étrangères, dans lesquelles les ouvriers sont moins rétribués, soit en étendant le travail fictif des machines aux dépens du travail réel des bras.

N'en doutons pas, ces deux causes ont grandement contribué, depuis quelques années, à la réduction des salaires dans les villes manufacturières de la France, et notamment dans Lyon; les gains faits par quelques manufacturiers ont stimulé la concurrence au dedans

comme au dehors de la France; les spéculateurs, égarés par les systèmes faux de certains économistes modernes et de certains professeurs de nos écoles de commerce les plus vantés, ont cru que la production des objets de fabrique trouverait un débit illimité; chaque fabricant a, à l'envi, perfectionné ses machines pour économiser la main-d'œuvre; les magasins se sont remplis, on a cherché à les vider hors de la France, la concurrence étrangère s'y est opposée; nos fabricans de Lyon, entr'autres, ont été contraints d'offrir leurs marchandises au rabais, et de réduire de 25 pour 100 les salaires de leurs ouvriers, pour les mettre au niveau de ceux des ouvriers des fabriques de la Prusse et de la Suisse.

Conduits à ce funeste résultat, nos économistes romanciers se sont écriés : « Rendez suf- » fisans les salaires rabaissés dans les fabriques, » en faisant baisser le prix des denrées indi- » gènes par la concurrence des denrées étran- » gères! » Ils ne se doutaient pas qu'en faisant cette demande c'était comme s'ils eussent dit : « Faites baisser encore les salaires du travail » réel qui nous procure ces denrées chez nous, » pour soutenir et accroître les bénéfices des » possesseurs de machines, et ceux des grands

» spéculateurs, au détriment de la classe ou-
» vrière elle-même! »

L'esprit de calcul, plus sans doute que celui d'hostilité contre le Gouvernement, se joignant aux vues ambitieuses des économistes spéculateurs, ils ont demandé que l'on diminuât les impôts sans s'inquiéter avec quoi on paierait les travaux et les secours extraordinaires que la stagnation du commerce rendait indispensables dans toutes les grandes villes de France. Pour l'obtenir, ils ont réclamé la réduction des traitemens des principaux fonctionnaires : faute nouvelle! Loin de réduire leurs dépenses de quelques millions, il eût mieux valu employer quelques millions de plus pour leur faire donner des fêtes nombreuses et brillantes, susceptibles de ranimer le luxe : par là, on eût fait sortir l'argent resserré dans les bourses des consommateurs, et l'on eût obtenu un grand débit des marchandises d'une utilité secondaire, qui sont restées dans les magasins de nos fabricans.

Ce sont, n'en doutons pas, la protection du travail national contre le travail étranger, et l'excitation aux dépenses faites par les riches dans l'intérieur qui, bien plus que la réduction des impôts, et qu'une parcimonie contraire à

nos mœurs actuelles, peuvent faire refleurir notre commerce et maintenir les salaires de nos ouvriers. Joignez à cela des encouragemens accordés à quelques fabrications nouvelles, telles que celles du sucre de betterave et du bleu de pastel : bientôt nos ouvriers verront cesser leur détresse, à laquelle l'établissement de colonies agricoles et horticoles sera aussi un moyen secondaire de remédier.

Les salaires ont été réduits par les usurpations de la grande industrie, dont l'effet a été de remplacer le travail des bras par celui des machines; ils l'ont aussi été par le désir d'étendre intempestivement au dehors nos relations commerciales; désir qui nous a fait sacrifier les intérêts de ceux qui produisent les matières premières dans nos champs, et de ceux qui servent d'agens dans les fabriques à l'aide du travail réel de leurs bras, pour accroître les bénéfices de ceux qui, possédant les machines, ont voulu vendre davantage d'objets fabriqués, soit au dedans, soit au dehors de la France.

Ainsi, tandis que les machines économisaient dans nos villes les bras employés à des fabriques d'objets d'une utilité secondaire, on établissait la concurrence entre nos agriculteurs et les

agriculteurs étrangers, au grand avantage de ces derniers; les travaux ruraux, exécutés la plupart par les bras, diminuaient, et si le peuple en semblait en partie dédommagé par la réduction des prix sur quelques objets de consommation, il en était promptement et sûrement puni par le renchérissement des grains qui devenaient moins abondans dans le pays, et par la diminution très considérable de la somme des salaires qui lui étaient alloués.

Le fabricant n'a jamais diminué le prix de ses marchandises que de moins du dixième de la valeur des salaires du travail réel des bras, qui s'est trouvé enlevé aux ouvriers des fabriques. Une forte part du prix des objets vendus a toujours été réservée par lui pour l'intérêt de ses capitaux, ou pour l'usure de ses machines, et une autre étant mise en réserve pour ses bénéfices, ce n'est que le prix de la matière première demandée, évalué au tiers de celui de la matière fabriquée dans la France, qui a servi en partie à acquitter le prix du travail réel à l'agriculture française, quand elle a fourni cette matière; et si l'étranger en a été le fournisseur, c'est lui seul qui en a profité; il n'est alors resté à nos ouvriers que la faible portion de la valeur des marchandises représentant les trans-

ports, et le service des machines dans les ateliers.

Voilà comment les travailleurs français, bien qu'en payant certaines étoffes moins cher, ont eu à supporter sur la somme des salaires qu'ils recevaient une perte plus que décuple des bénéfices que le bon marché leur a procurés.

Nos économistes et nos fabricans ont conseillé au peuple de restreindre sa dépense en faisant des économies pour se créer des capitaux; mais comment eût-il pu suivre ce conseil, quand la masse de son salaire était sans cesse diminuée de tout ce que les fabricans gagnaient de plus sur lui; quelques ouvriers plus habiles ou plus heureux que d'autres ont tenté de faire quelques petits placemens sur les caisses d'épargnes, afin de se créer un capital et un revenu; mais leurs efforts n'ont pas élevé tous leurs capitaux réunis au delà de quelques millions de francs, en Angleterre comme en France. L'intérêt à 4 pour 100 n'a fourni aux plus économes de nos ouvriers français que quelques centaines de mille francs, ou même moins à partager entr'eux chaque année; et toutes les fois que le travail a diminué ou que les denrées ont renchéri, les capitaux, d'abord

économisés par l'ouvrier, ont bientôt été consommés par lui-même. Il en a été à cet égard en France, depuis la révolution de juillet 1830, comme il en était déjà depuis plusieurs années en Angleterre.

Les ouvriers anglais ont tenté de former des sociétés coopératives pour fabriquer, produire, vendre, et mettre les bénéfices en commun : par là, ils n'ont fait que hâter la ruine des petits marchands, avec lesquels ils se sont trouvés en rivalité, et consommer la leur en voulant lutter contre les possesseurs de grandes fabriques et de grands capitaux ; en sorte que tout le bien que ces sociétés précaires, très difficiles à conduire, ont fait en Angleterre, réuni à celui qu'elles peuvent y faire encore, n'a pu y ralentir sensiblement les progrès effrayans de la détresse de ses ouvriers.

La Hollande et la Belgique ont essayé de secourir leurs ouvriers désœuvrés par l'établissement de colonies agricoles : ce moyen était bon, il avait produit quelque bien, quand la révolution de 1830 est venue : il devait être d'une grande efficacité, parce qu'il enlevait des villes les bras délaissés par les fabriques, pour les reporter dans des campagnes où ils trouvaient un travail assuré. Pour l'employer avec succès

en France, il faudrait lui donner une si vaste extension, que le Gouvernement, qui déjà a conçu l'heureuse idée de s'en occuper, pourrait seul en faire l'entreprise s'il avait à sa disposition des fonds suffisans, et si les fabricans consentaient, sans murmure, à payer de plus forts salaires à ceux de leurs ouvriers qui, restant en plus petit nombre près de leurs fabriques, se feraient valoir davantage.

Peut-on ne pas redouter d'opposition à ces établissemens de la part des spéculateurs, qui ont sans cesse en vue d'obtenir au plus bas prix possible le travail de leurs ouvriers, afin de gagner davantage, et qui sont d'ailleurs forcés de le faire quand ils veulent soutenir au dehors une concurrence à laquelle il serait bien plus sage de renoncer? Par malheur, ils se considèrent comme destinés à vaincre tous les obstacles légaux et naturels qui s'opposeront toujours de plus en plus à l'accomplissement de leurs désirs à mesure que les libertés s'étendront dans la France.

Plus un peuple très nombreux est libre, plus la complication nécessaire de son Gouvernement, en en multipliant les rouages, les rend dispendieux; plus aussi il a besoin d'armées permanentes quand, comme celui de la France,

il a à vaincre les craintes qu'il inspire aux souverains qui régissent leurs États par des lois moins libérales que les siennes. Les Anglais, les Français, les républicains de l'Union américaine eux-mêmes, sont, ainsi que M. Saulnier l'a démontré dans la *Revue britannique*, de tous les peuples civilisés, ceux qui paient le plus chèrement leurs employés, et ceux qui paient la plus grande somme proportionnelle d'impôts. Cela doit, d'ailleurs, être ainsi, parce que ces peuples étant les plus commerçans et les plus riches, c'est chez eux que les fonctionnaires ont la nécessité de faire le plus de dépense pour rester dans la situation convenable à la richesse moyenne dans leur pays.

Quelques choses que l'on fasse, les impôts et les charges publiques retombent toujours sur le producteur et sur l'ouvrier. Là où les charges publiques sont plus fortes, la production du travail réel des bras doit donc être plus chère et les salaires plus élevés, sans quoi l'ouvrier ne serait plus à même de consommer une pareille quantité de denrées nécessaire à sa subsistance; ajoutez à cela que plus un peuple est éclairé et industrieux, plus les besoins des citoyens de toutes les classes se multiplient, et

plus aussi, par ce motif, les salaires doivent encore s'accroître, pour que les besoins de l'ouvrier soient satisfaits. Cela admis, vous vous expliquerez aisément pourquoi toutes les denrées de première nécessité sont essentiellement plus chères dans l'Angleterre et dans la France que dans la Barbarie, la Sicile et l'Espagne, et pourquoi aussi le salaire de l'ouvrier anglais ou français doit être plus élevé que celui de l'ouvrier algérien, sicilien ou espagnol.

Faites l'application de ces incontestables vérités à tous les peuples en rivalité avec nous pour les spéculations industrielles et commerciales; ajoutez-y les considérations résultantes des différences de climat et des divers degrés de fécondité du sol; ne négligez pas les avantages que produisent aux spéculateurs de certains pays, à ceux de l'Angleterre, par exemple, l'immensité de leurs capitaux, l'étendue de leurs crédits, la facilité que leur marine et leurs colonies donnent à leurs débouchés, et vous reconnaîtrez bientôt pourquoi ce serait vainement que nos spéculateurs s'efforceraient de réduire le prix de nos denrées par la concurrence étrangère, afin d'obtenir le salaire de l'ouvrier à un taux moindre, et de riva-

liser plus aisément, pour le débit de leurs objets manufacturés, avec les fabricans étrangers.

Économistes aveugles, qui méconnaissez la priorité de l'agriculture, et la sacrifieriez volontiers à l'industrie manufacturière, reconnaissez enfin que l'extension des travaux agricoles peut seule poser un terme au malheur des classes ouvrières, sans cesse victimes des imprudentes entreprises des enthousiastes de la grande industrie et de l'avidité des grands spéculateurs !

Les familles attirées dans les villes manufacturières par l'appât de gros salaires ne peuvent s'y occuper qu'à produire des objets dont le débit est borné par la concurrence variable au gré de la mode, limité par le ralentissement du luxe contre lequel on crie trop aujourd'hui, arrêté par l'économie que l'on vante outre mesure; bientôt leurs bras sont remplacés par des machines ingénieuses, dont l'usage se répand de toutes parts. La production surpasse la consommation des objets fabriqués, on cherche vainement à étendre celle-ci au dehors; les progrès de l'industrie étrangère s'y opposent, et les manufacturiers les plus habiles sont contraints de réduire tout à la fois le nombre de leurs ou-

vriers et le taux des salaires qu'ils leur distribuent.

Entrez alors dans ces lieux où, pour satisfaire à des besoins du luxe, repoussés par nos économistes ombrageux, on a promis de gros, mais trop précaires salaires à une foule d'ouvriers qui, dispersés dans les campagnes, y conserveraient la santé en concourant à la richesse de la France. Voyez-y le teint hâve et plombé des malheureux exténués par la faim, dont une poussière mortelle, un air empesté, un travail rude et dangereux abrègent l'existence; interrogez ces spectres à l'œil terne, aux pommettes saillantes, au corps décharné; suivez-les dans les grandes fabriques de glaces, de métaux précieux, de tissus somptueux destinés à réjouir l'opulence, qui bientôt les repoussera par la satiété; disputez à ces victimes de la grande industrie le salaire que vous leur avez promis, pour vous enrichir plus tôt en triomphant de la concurrence étrangère; accroissez ainsi l'indigence de cette foule de misérables dont vous vous dites les amis, endurcissez leurs grabats; rognez la ration de pain qu'ils arrosent de leurs larmes; forcez-les à salir de plus en plus les haillons usés qui recouvrent encore une partie de leurs

membres affaiblis par la douleur; forcez-les à périr de faim au sein de leurs familles désolées; contraignez-les à mettre un terme à leur misère par le suicide, et quand par là vous ne serez pas encore parvenus à produire moins chèrement que vos rivaux du dehors, vous armant d'une prétendue philanthropie, vous vous écrierez que si l'ouvrier ne se contente pas de ce que vous lui offrez, c'est la faute du cultivateur, qui lui vend le blé trop cher, et vous appellerez contre celui-ci « le laissez-faire et » le laissez-passer, » que vous repoussez pour vous-mêmes !

Ce qu'il faut pour soulager efficacement les ouvriers, c'est de vous guérir de la fièvre spéculative qui vous dévore, et non pas de réclamer en leur faveur une loi céréale dont ils seraient les victimes, une loi que vous n'appellerez bonne que quand, dans votre ignorance de l'art agricole, vous la croirez capable de forcer l'agriculteur à demander à des procédés plus perfectionnés le revenu qu'il n'obtient qu'en vendant ses produits plus cher qu'il ne le faudrait, pour que vous puissiez diminuer le salaire de vos ouvriers.

Ne savez-vous pas que, d'une part, toute économie dans la production d'une même quantité

de denrées est la conséquence de la restriction du travail et des salaires, et que de l'autre, si vous accroissez encore la pénurie de nos fermiers et de nos cultivateurs-propriétaires, loin de les mettre dans le cas de produire plus et mieux, vous les forcerez à produire moins et plus mal, parce que l'on n'améliore qu'avec de l'argent; qu'en leur ôtant celui qu'ils ont, vous les contraindrez à renoncer à produire sur les terres ingrates, qui exigent beaucoup de fumiers et de labours pour rendre de faibles récoltes? Cette réduction dans leurs travaux diminuera le nombre des ouvriers qu'ils soldent, et peu à peu la rareté des grains, dont vous prétendriez vainement vous pourvoir au dehors, sera suivie d'une disette au dedans, dont vos ouvriers et vous-mêmes serez les victimes. Ignorerez-vous toujours qu'il importe que la quantité des terres cultivées reste en rapport avec la population que chaque pays doit nourrir, et que si, pour produire le blé moins chèrement, on remplace les bras par des machines, ainsi que cela se fait en Angleterre, il faut que les possesseurs des machines nourrissent gratuitement une population oisive, envieuse, démoralisée, turbulente, qui sans cesse les menace et exige d'eux, comme un droit, la taxe des pauvres,

qu'ils ne voudraient leur accorder que comme une grâce, lors même qu'ils se voient contraints de l'accroître ou d'y suppléer de mille manières, pour rester en sûreté?

N'en doutons pas, si le Gouvernement suivait le système déplorable proclamé par d'aveugles fabricans, avant peu leur opulence serait pour eux-mêmes un présage de ruine, et dans leur délire ils imiteraient ces économistes barbares qui, effrayés de l'accroissement de la population anglaise, et méconnaissant que cette population devrait faire la force de ce pays si elle était bien dirigée, réclament sans cesse la déportation des pauvres, la restriction de leurs mariages, et la destruction des hospices destinés à élever l'enfance ou à conserver la vie aux infortunés.

L'agriculteur et le fabricant sont dans des situations semblables; entrepreneurs de travaux productifs, ils doivent être l'un et l'autre protégés contre la concurrence des étrangers qui peuvent produire à plus bas prix qu'eux, sans quoi ils sont contraints de renoncer à produire, afin de ne pas le faire à perte : cette concurrence, imprudemment permise, leur nuit autant que le ferait l'autorité qui les contraindrait à rehausser le salaire de leurs ouvriers au delà

de ce que le prix de la production leur permet raisonnablement de leur payer. Le résultat est toujours le même pour le maître et pour l'ouvrier, qu'il emploie : si la marchandise se vend bien, l'ouvrier est bien payé; si elle se vend mal, l'ouvrier languit dans l'oisiveté et la misère.

Les conséquences de cela sont bien plus graves en France, surtout quand c'est la production agricole qui est avilie que quand c'est la production manufacturière, parce que la moitié de la population française est occupée directement aux travaux agricoles, tandis qu'au plus un seizième est occupé directement aux travaux manufacturiers, et que les artisans que font vivre les populations manufacturières et agricoles étant partagés dans le même rapport qu'elles, la gêne qui affecte les masses, en s'étendant davantage, les oblige plus à restreindre leur consommation en choses d'une utilité secondaire, et à laisser dans les magasins les objets fabriqués qui leur étaient destinés.

Ajoutez à cela que si la grande culture, rendue plus obligatoire par l'effet de la concurrence étrangère, obtient les denrées avec moins de frais et de travail que la petite, en revanche cette dernière obtient plus de denrées sur une même étendue de territoire, en sorte que plus

un pays se peuple, et plus il devient nécessaire que la petite culture s'y étende, autant pour procurer du travail à ses habitans que pour accroître la masse des subsistances provenant du pays; et ne vous fiez pas, pour obtenir ces deux choses, à l'accroissement du travail manufacturier. Les produits de ce travail trouvent toujours, pour le débit au dedans, des limites bien plus rapprochées que les productions agricoles, et quant à leur débit au dehors et à leur échange contre des denrées, rien n'est plus précaire, tant à cause des guerres entre les peuples qu'à cause de leur rivalité industrielle, aujourd'hui surtout, que la science et l'industrie sont répandues sur tous les points du globe.

En résumé, pour rendre les salaires suffisans, il ne faut pas faire baisser le prix des denrées produites presqu'uniquement par les ouvriers qui gagnent ces salaires, et qui seraient de moins en moins payés si le prix des objets obtenus par le travail réel de leurs bras venait à baisser : le seul moyen d'y parvenir est de faire en sorte que toute la population ait suffisamment de travail, et pour cela il faut 1°. éviter que les spéculateurs rendent le travail des ouvriers nationaux inutile, en introduisant

à la place des produits qu'ils peuvent obtenir d'autres produits d'un travail étranger, qu'ils échangeraient contre des objets provenant du travail de leurs machines ; 2°. qu'à chaque fois que les machines remplacent une nouvelle quantité de bras, on cherche pour ces bras une occupation nouvelle : occupation que de nouvelles productions agricoles peuvent d'autant plus avantageusement procurer, que ces productions accroîtront la masse des denrées utiles à la subsistance de la population. Sous ce rapport, la production complète, chez nous, du sucre que nous consommons dans la France, est l'une des plus importantes conquêtes qui puissent être faites par nos spéculateurs en faveur de nos ouvriers, puisqu'en remplaçant pour nous une denrée exotique d'un grand prix, elle accroîtra la quantité des bestiaux qui rentreront dans la consommation de la France.

CHAPITRE III.

DU TAUX ACTUEL DES SALAIRES DANS LA FRANCE, ET DE SON RAPPORT AVEC LE PRIX DES BLÉS.

M. le comte Chaptal, dans son *Traité de l'industrie française*, a supposé que le chef d'une famille d'ouvriers agricoles travaillait trois cents jours dans l'année, à 1 franc 25 centimes par jour, ou 375 fr. par an; somme qu'il regarde comme uniquement consacrée à payer le pain consommé par la famille, dont par conséquent le surplus des salaires serait employé à la satisfaction des autres besoins. En cherchant à évaluer la somme des salaires gagnés par le reste de la famille, nous ajouterons au gain fait par son chef et montant à. 375 f » c

1°. Pour deux cents journées de sa femme à 60 centimes. . . .	120	»
2°. Moitié des deux sommes ci-dessus pour la somme des salaires des trois autres membres de la famille.	247	50
La totalité des salaires de la famille agricole sera donc.	742	50

Somme avec laquelle, dans l'état actuel des choses, en temps ordinaire, ses désirs et ses besoins doivent être satisfaits.

Les ouvriers-artisans gagnant plus, en général, que les ouvriers-agriçulteurs, et ceux des villes gagnant de plus fortes journées que ceux des campagnes quand le travail ne leur manque pas, on peut évaluer communément, dans la France, que le salaire d'un ouvrier, de sa femme et de ses enfans ou de son vieux père, peut s'élever environ à huit cents francs par année, sur quoi il faut que sa femme et ses enfans vivent ainsi que lui.

Dans les grandes villes, l'ouvrier paie tout plus cher que dans les campagnes ; il est obligé d'acquitter les octrois sur ce qu'il consomme, et d'acheter chèrement du bois pour se chauffer et pour faire cuire ses alimens. Son loyer est plus cher, le petit jardin, la vache ou la chèvre de l'habitant des campagnes ne peuvent venir à son secours ; le pain qu'il mange, pétri par le boulanger, est plus dispendieux que le pain fabriqué par la ménagère ; l'habitation continuelle avec des gens qui vivent mieux que lui, en accroissant ses désirs, rend ses besoins plus considérables.

D'autre part, l'habitant des campagnes vit

avec plus de frugalité que celui des villes ; il mange beaucoup moins de viande, mais plus de pain et de laitage ; son vêtement est ordinairement plus grossier; son logement est moins cher; son chauffage, toujours moins dispendieux, lui est souvent fourni gratuitement par le bois sec, la bruyère et le chaume qu'il fait ramasser par ses enfans ou par sa femme; ceux-ci ramassent aussi des fruits sauvages qui lui servent à préparer des boissons fermentées ; il ne va guère au cabaret ou au billard que le dimanche : la vie de l'ouvrier des campagnes est donc moins dispendieuse que celle de l'ouvrier des cités.

Voici comment on peut établir en France, dans nos grandes villes, la dépense nécessaire d'une famille d'ouvriers composée du chef, de sa femme et de trois enfans, ou de deux enfans et d'un vieillard.

1°. *Nourriture.*

Pain à 16 onces par personne, pour cinq personnes pendant trois cent soixante-cinq jours, 912 kilogrammes à 32 centimes et demi chacun, faisant en tout.	296 f 40 c
Viande, œufs, fromage, légumes, ou assaisonnemens, sel com-	
A reporter.	296 40

Report.	296 f	40 c
pris, à 50 centimes par jour pour cinq individus, pendant trois cent soixante-cinq jours.	182	50
Boissons fermentées à 25 centimes par jour pour la famille. . .	91	25
TOTAL de la nourriture. . .	570	15

2°. *Logement.*

Habitation.	50 f	130	»
Feu et lumière.	40		
Impositions directes..	10		
Renouvellement et entretien du mobilier.. . .	30		

3°. *Vêtemens.*

Habits et linge à raison de 50 francs pour lui.. .	50 f	140	»
De 30 francs pour sa femme.	30		
Et de 60 francs pour trois enfans...	60		

4°. *Dépenses imprévues.*

Ustensiles, tabac, etc..	19	85
TOTAL.	860	»

Voilà pour l'ouvrier dans l'aisance, dont les outils de travail lui sont fournis par celui qui l'emploie ou lui sont payés par un surcroît de salaires.

Supposez-le dans la gêne, il ne réduira ni sur sa dépense en pain, ni sur le prix de son logement, ni sur celui de son chauffage; il réduira sur l'accessoire de sa nourriture, sur les boissons fermentées, et surtout sur les vêtemens et l'entretien du mobilier; sur toutes ses dépenses, il ne pourra qu'à grande peine opérer moins d'un huitième ou environ 100 francs de réduction. Si lui et sa famille ne gagnent pas 760 francs, il sera dans la misère et aura besoin de l'assistance publique.

Ces 760 francs peuvent lui provenir de son travail pendant trois cents jours, à 1 franc 50 centimes par jour.	450 f
De celui de sa femme, pendant deux cents jours, à 90 centimes.	180
Et de celui de ses enfans pendant deux cent soixante jours, à 50 centimes.	130
Total des salaires gagnés dans l'année.	760

Au dessous de ce gain, la famille de l'ouvrier des villes est dans la misère.

En partant de là pour fixer la dépense nécessaire de l'ouvrier de nos villes, nous reconnaîtrons que la première base à déterminer est le prix du pain. M. le baron Charles Dupin l'a fixé, dans la Chambre des députés, le 14 avril 1831, au prix de 32 centimes et demi le kilogramme pour l'époque actuelle.

Ce prix est celui du pain fabriqué par les boulangers avec du froment.

On calcule généralement que l'hectolitre de ce grain rend 80 kilogrammes de pain, et qu'il est accordé 3 francs de manutention aux boulangers pour ces 80 kilogrammes.

Sur 80 kilogrammes à 32 centimes et demi, faisant 26 francs l'hectolitre, on doit donc déduire 3 francs pour frais de manutention : reste 23 francs pour le prix du blé-froment consommé par les ouvriers de nos villes. Le prix de la mouture et du blutage se trouve payé par la vente des déchets en son fourni par le blé en sus de la farine.

Ce prix de 23 francs est beaucoup plus élevé que celui que le blé avait autrefois, s'il faut s'en rapporter à M. le baron Charles Dupin, qui nous a dit que le pain ne se vendait, en 1815,

que 30 centimes le kilogramme, et en 1790 que 23 centimes; ce qui porte le prix du froment, en 1815, à 21 francs l'hectolitre, et en 1790 à 15 francs 40 centimes; prix du froment en 1788, mais non en 1790, comme l'a dit M. Dupin, puisqu'en 1790 l'hectolitre de froment valait 20 francs et le pain 29 centimes le kilogramme.

Ce prix eût dû s'accroître en raison de l'accroissement de la masse des valeurs mobilières en circulation, combiné avec l'accroissement du nombre des consommateurs, si la culture ne s'était étendue et perfectionnée dans la France. Heureusement pour nos ouvriers, les efforts de nos agriculteurs nous ont mis dans la possibilité de ne pas payer le pain plus cher aujourd'hui qu'en 1790, pourvu toutefois que le Gouvernement veuille bien seconder leurs efforts, en soutenant au dedans de la France la valeur des produits qui, se combinant avec le prix des grains pour payer les dépenses de la ferme, mettent le cultivateur à portée de livrer ses blés à un moindre prix quand les autres denrées qu'il vend lui procurent des rentrées plus avantageuses.

Nous reviendrons sur cet important objet dans un autre mémoire; nous l'avons déjà

examiné en traitant de la production nationale considérée comme base du commerce; contentons-nous ici de chercher quel est, à l'époque actuelle, le prix désirable du blé pour l'ouvrier de nos villes.

Par malheur, l'ouvrier est sujet à des maladies, et souvent il manque de travail; alors il ne peut obtenir la somme moyenne de 760 francs indispensable pour lui et sa famille; lors même qu'il l'obtient, il est contraint de subir pour 100 francs par année de privation quand il paie le pain, principal objet de sa dépense, au prix moyen de 32 centimes et demi le kilogramme: il serait donc bien désirable que le prix du pain pût être réduit à 29 centimes, un centime de moins qu'en 1815, époque où la journée de travail était aussi chèrement rétribuée qu'aujourd'hui dans nos grandes villes.

Cette économie de 3 centimes et demi par kilogramme de pain s'éleverait, sur 912 kilogrammes, à 34 francs 20 centimes; mais elle ne pourrait être obtenue que si le prix du froment, au lieu d'être de 23 francs l'hectolitre, était réduit à 20 francs, prix auquel le pain vaudrait encore, dans les villes, 28 centimes et trois quarts le kilogramme.

Il faudrait que l'ouvrier ne payât le pain que

21 centimes et demi le kilogramme, pour que son aisance et celle de sa famille fussent complètes, et il serait nécessaire pour cela que le froment pût être récolté et vendu par le fermier au prix de 14 francs 20 centimes l'hectolitre; prix auquel, depuis 1772, il n'est jamais tombé dans la France, si ce n'est dans quelques uns de ses départemens pris isolément.

La moyenne du prix du froment, dans les seize années qui se sont écoulées du 1er. janvier 1815 au 31 décembre 1830, s'élève à 20 francs 10 centimes l'hectolitre; on ne peut guère espérer que, dans l'état actuel des choses, le froment tombe, année moyenne, au dessous de ce prix : nous fixerons donc le prix désirable du froment, dans le moment actuel, à 20 francs par hectolitre, par rapport au salaire possible de l'ouvrier des villes qui, ainsi que l'ouvrier des campagnes, verrait le nombre de ses journées employées diminué et son salaire restreint, si le fermier et le propriétaire, gênés par une baisse trop forte sur le prix de leurs grains, étaient contraints de réduire leurs dépenses.

Ceci admis, en supposant que le froment puisse encore être vendu aujourd'hui à 20 francs l'hectolitre année moyenne, et que chaque famille d'ouvriers doive dépenser, en grains de

cette nature ou autres rendant une quantité équivalente de pains, 290 francs chaque année, nous ne regarderons ces 20 francs que comme le minimum du prix désirable du froment dans l'ensemble de la France, parce que l'ouvrier ne travaillant que quand ceux qui le demandent peuvent le payer, il faut, dans son propre intérêt, que le blé ne baisse pas au dessous du taux qui donne au fermier la possibilité de réclamer ses services. Cela aurait lieu si la culture des mauvaises terres, qui ne rendent que peu de grains à l'aide de beaucoup de travail, devait être abandonnée à cause du bas prix des céréales ; bas prix qui nécessiterait ainsi la diminution du travail manuel, et par conséquent celle des salaires qu'il procure à la classe laborieuse.

Il est impossible aujourd'hui que le blé nous revienne à aussi bas prix qu'il eût pu nous revenir autrefois, si la culture eût été aussi perfectionnée qu'elle l'est maintenant, parce que nos cultivateurs, devant fournir la nourriture d'une population qui s'est accrue d'un quart depuis quarante ans, ont dû, pour y parvenir, non seulement mettre en culture des terres de plus en plus ingrates, jusque-là délaissées par eux, mais encore parce qu'ils ont dû employer des moyens plus dispendieux pour obtenir da-

vantage de blé sur les terres qu'ils tenaient déjà en culture, et qui sont beaucoup plus imposées qu'elles ne l'étaient : ils sont bien parvenus à récolter assez de blé dans la France pour suffire à ses besoins, mais ce blé n'a été produit qu'avec plus de dépense; et si son prix était rabaissé au dessous du prix auquel revient sa production, celle-ci décroîtrait avec rapidité : cela aurait lieu au grand détriment de tous nos consommateurs, et surtout à celui des ouvriers, qui seraient moins demandés par les chefs d'exploitations rurales, contraints de laisser une partie de leurs champs sans culture, jusqu'au moment où ils seraient parvenus à faire rehausser le prix des blés en les rendant plus rares, moment qui viendrait d'autant plus tôt que l'introduction des blés étrangers pourrait bien faire diminuer le prix des nôtres, mais ne pourrait jamais suffire à l'approvisionnement de nos marchés, qui ne peut être fait que par nous-mêmes.

Il faut encore observer que le numéraire métallique et ses valeurs représentatives s'accroissant rapidement en quantité, d'année en année, si le chiffre qui représente le prix du pain était le même que celui qui le représentait en 1790, ou antérieurement, la valeur réelle du blé se-

rait diminuée dans le rapport de l'accroissement de la masse du numéraire en circulation, ce qui ne peut arriver aujourd'hui. Cela est aussi applicable au salaire des ouvriers, qui aujourd'hui doit être représenté par un chiffre plus élevé, pour être égal à ce qu'il était autrefois.

Selon Malthus, le sort des classes ouvrières dépend, en partie, de la variation dans les ressources du pays et dans la demande de bras, et en partie des habitudes du peuple relativement à sa nourriture, à son habillement et à son logement. C'est ainsi, d'une part, que, suivant lui, la baisse des salaires dans l'Angleterre, en 1815 et en 1816, fut causée uniquement par la diminution de la demande de bras, suite nécessaire des pertes éprouvées par les fermiers, et non par une diminution dans les frais de la production des subsistances, et que d'autre part les habitudes du peuple anglais, relativement à son logement, à son ameublement, à sa nourriture, à ses vêtemens, étant devenues plus dispendieuses, son salaire devint de plus en plus insuffisant pour ses besoins.

L'ouvrier anglais, ayant des habitudes plus dispendieuses que le nôtre, se trouve dans la misère quand il ne gagne qu'un salaire qui

suffirait pour mettre le nôtre dans l'aisance. Un ouvrier anglais qui gagne 4 francs dans sa journée n'est pas plus à son aise, en réalité, que l'ouvrier français, habitant de nos villes, qui gagne 2 francs, que l'ouvrier italien qui gagne 80 centimes, ou que l'ouvrier indien qui ne gagne que 20 centimes dans sa journée.

Cela a lieu non seulement de peuple à peuple, mais encore de province à province, de ville à ville, et plus encore entre les habitans de la ville et ceux de la campagne : partout ce sont les habitudes locales qui sont la principale cause de la suffisance des salaires. Le paysan, accoutumé à vivre de pain noir et de laitage, se trouve souvent plus heureux avec un salaire de 1 franc 25 centimes par jour, que l'ouvrier citadin, accoutumé au pain de froment et à la viande, avec un salaire double de celui-là.

La dépense de l'ouvrier des campagnes et de sa famille est ainsi, dans la France, moindre que celle de l'ouvrier des villes, parce que ses usages sont différens : elle ne peut guère s'établir que comme il suit, à l'époque actuelle, quand le pain du boulanger vaut dans les villes 32 centimes et demi le kilogramme.

1°. *Nourriture.*

Pain de ménage, à raison de 19 onces par personne, qui, pour cinq personnes pendant trois cent soixante-cinq jours, font 1,084 kilogrammes, estimés à 28 centimes seulement par kilogramme, parce que ce pain renferme d'autres grains que du froment, cela fait pour le pain seulement.	303 f	52 c
Laitage, légumes, viande, assaisonnemens, sel compris, à 25 centimes par jour, pour cinq personnes pendant trois cent soixante-cinq jours..	91	25
Boissons fermentées, à 10 centimes par jour pour tout le ménage.	36	50
TOTAL pour la nourriture.	431 f	27 c

2°. *Logement.*

Une maison avec un petit jardin.	40 f	70	»
Pour feu et lumière. . .	10		
Impôts directs.	5		
Entretien du mobilier. .	15		
A reporter.		501	27

Report. . . . . 501 f 27 c

3°. *Vêtemens.*

Habits et linge, à raison de 35 francs pour le chef de ménage..	35 f	100 »
De 20 francs pour sa femme.	20	
Et de 15 francs par chaque enfant, au nombre de trois.	45	

4°. *Dépenses imprévues.*

Ustensiles, tabac, etc.. . . . . . . 18 73

DÉPENSE TOTALE de l'ouvrier des campagnes avec sa famille. . . . . 620 »

Quand l'ouvrier des campagnes est assuré d'obtenir cette somme de 620 francs, et qu'il gagne en outre le prix de ses outils, il se trouve au dessus du besoin, tellement que si la diminution du prix du froment, en entraînant celle des autres grains destinés à sa nourriture, lui permet, comme à l'ouvrier des villes, d'économiser de 35 à 40 francs sur ce principal objet de consommation, il se trouve proportionnel-

lement dans une plus grande aisance que lui, puisqu'alors son revenu est accru d'un vingtième au dessus de ses besoins habituels. Il commence à faire de petites économies et à acheter une chèvre, une vache, un cochon ou quelques petits lots de terre, tandis que le revenu de l'autre, accru dans une moindre proportion, ne suffit pas encore pour lui procurer l'aisance des familles de sa classe, qui ne la trouvent que quand elles ont la possibilité de dépenser 860 francs dans leur année ; et remarquez bien que cette somme de 860 francs pour l'ouvrier de nos villes, et celle de 620 fr. pour l'ouvrier de nos campagnes, ne les placent, relativement à leurs habitudes sociales, que dans un degré d'aisance analogue, bien que 620 francs soient plus facilement et plus sûrement gagnés dans nos villages, où l'ouvrage appliqué au sol ne manque presque jamais, que 860 francs ne le sont dans nos cités, où mille circonstances peuvent le rendre de plus en plus rare, les produits des fabriques étant toujours d'un débit moins certain que ceux des exploitations agricoles.

Veut-on savoir ce qu'il faut de travail à la famille laborieuse de nos campagnes pour obtenir 620 francs, le voici :

Trois cents journées du chef de famille, à 1 franc 25 centimes.	375 f
Deux cents journées de sa femme, à 75 centimes..	150
Et deux cent cinquante journées d'enfans, à 38 centimes.	95
TOTAL suffisant pour mettre au village une famille d'ouvriers dans l'aisance.	620

Supposez maintenant que la famille agricole possède ou loue quelques ares de terres sur lesquelles elle exerce son industrie, et que leur exploitation la mette à portée de nourrir une vache ou quelques chèvres, d'élever un porc et des volailles; aussitôt cette industrie accroît son aisance, elle la place au niveau du petit propriétaire, du petit fermier et de l'artisan du village, dont le talent rend le salaire plus considérable que celui du simple terrassier, et dont, pour l'ordinaire, la position sociale est meilleure que celle du journalier de nos villes, parce qu'il faut à celui-ci plus d'avances pour s'établir avec succès : c'est donc moins du journalier de la campagne que de celui des villes qu'il est urgent de prévenir le paupérisme, et c'est surtout dans l'intérêt de ce dernier que le prix des grains

serait le plus utilement diminué, si cela était possible.

Cette diminution importe beaucoup moins au journalier de la campagne qu'à celui des villes, parce que, pourvu que le prix des grains ne soit pas exorbitant, il trouve autant de bénéfice dans ses travaux agricoles mieux payés, qu'il pourrait en obtenir d'une légère diminution dans le prix des grains, qu'il supplée souvent avec des légumes qu'il récolte lui-même.

C'est donc en définitive le prix désirable du froment, par rapport à la classe ouvrière des villes, qu'il importe d'obtenir, aujourd'hui surtout, où la concurrence étrangère tend sans cesse de plus en plus à restreindre le débit au dehors des produits de nos manufactures, et où les fabriques fermées et le commerce abattu rendent la misère affreuse au sein de nos plus populeuses cités. Sous ce rapport, le prix de 20 francs l'hectolitre de froment, que nous avons indiqué comme le prix désirable, serait utilement diminué lui-même, s'il était possible de le produire au dessous en quantité suffisante; mais malheureusement cela ne saurait être dans l'état actuel des choses.

La nature de notre sol, les besoins des ou-

vriers de nos campagnes, progressifs en raison de l'instruction qu'ils acquièrent, chaque année, de plus en plus, et l'augmentation de la masse des valeurs en circulation, rendent nécessaire le maintien du prix du froment à 20 francs l'hectolitre, pour qu'il continue à être produit suffisamment dans la France.

Ce n'est donc pas à ravaler le prix des grains qu'il faut s'attacher, mais il faut venir au secours de la population ouvrière de nos cités, en en faisant refluer l'excès dans nos campagnes qui manquent encore de bras, et qui n'attendent qu'un surcroît de travail pour devenir de plus en plus productives. On ne saurait trop faire de sacrifices pour atteindre ce but, auquel on ne parviendra jamais trop promptement dans l'intérêt de la France : puissent la sagesse de son Gouvernement et sa sollicitude pour le bonheur de ses habitans y arriver bientôt par l'établissement projeté de colonies agricoles.

CHAPITRE IV.

DE LA COMMUNAUTÉ D'INTÉRÊT ENTRE TOUS LES PRODUCTEURS ET TOUS LES CONSOMMATEURS NATIONAUX.

Les désordres très graves qui ont eu lieu en 1831, à Strasbourg, où des gardes nationaux en armes ont voulu forcer la ligne des douanes, et faire entrer en fraude des bestiaux étrangers, nécessitent la publication de quelques principes d'économie politique qui intéressent grandement l'agriculture, en ce qui concerne la production des grains, et que l'on ne saurait trop répandre pour éclairer les consommateurs sur l'importance dont les douanes sont pour eux-mêmes, à cause de la communauté d'intérêt qui existe entr'eux et les producteurs nationaux, notamment entr'eux et les agriculteurs qui leur fournissent les blés, les bestiaux et les vins indispensables à leur subsistance.

L'erreur de ceux qui pensent que la liberté absolue du commerce extérieur amenerait au dedans de l'État l'abondance des denrées les plus utiles et la réduction de leur prix, sans avoir égard à la possibilité de les y produire

aussi économiquement qu'à l'étranger, est la conséquence de la distinction très fautive que beaucoup d'écrivains, et notamment des journalistes fort influens, font entre les producteurs et les consommateurs nationaux, titres qui nécessairement se confondent sur les mêmes têtes.

La distinction purement hypothétique, que des hommes aussi habiles, sous tant d'autres rapports, que MM. le baron Charles Dupin et le comte de Tracy, ont faite à ce sujet, pour soutenir le dangereux système de la liberté illimitée du commerce extérieur, conduit aux résultats les plus funestes; il faut donc la signaler comme subversive de l'ordre social.

Il ne se consomme dans un pays que la production nationale, et ce qui est obtenu par l'échange d'une partie de cette production contre une partie correspondante de produits étrangers : tous les consommateurs ne peuvent donc être absolument pourvus que par l'abondance de la production nationale, qui ne saurait se soutenir que quand elle peut être opérée avec avantage.

Si tous les habitans d'un pays sont consommateurs, tous ou presque tous sont aussi en même temps producteurs, puisque, comme

l'a observé M. Say, « pour ne pas être produc-
» teur, il faudrait n'exercer aucune industrie,
» aucun talent, et ne posséder ni la plus petite
» portion de terre, ni le plus petit capital
» placé. »

Il suit de là que le bas prix forcé par la concurrence étrangère n'est pas un bénéfice pour le pays; loin d'y provoquer la consommation, il la restreint quand il avilit le prix du travail national, ou quand il le laisse sans application: alors s'il affecte une classe nombreuse de producteurs, il cause la misère des masses en déterminant de proche en proche la réduction de tous les salaires; et les classes ouvrières, faute de pouvoir payer avec des revenus devenus insuffisans, sont contraintes de reculer devant la consommation, à quelque bas prix qu'elle leur soit offerte.

Le bas prix ne profite ainsi momentanément qu'à quelques consommateurs spéciaux, qui se trouvent d'abord avoir en apparence des intérêts isolés de ceux de la masse des citoyens dont ils ont causé la détresse; mais bientôt ceux qui ont commencé par gagner aux dépens de cette masse sur l'achat des produits qu'elle est dans la nécessité de se refuser voient s'éloigner d'eux-mêmes le bénéfice passager qu'ils ont

obtenu, parce que tous les producteurs de genres différens sont solidaires les uns des autres, et qu'en définitive la production nationale sert seule à payer la production exotique, à solder l'intérêt des capitaux et à acquitter la rente de la terre.

Quand la production nationale diminue de quantité ou de qualité, les capitalistes, les possesseurs de biens-fonds, les rentiers et tous les salariés quelconques, soit par le Gouvernement, soit par leurs concitoyens, sont moins bien pourvus non seulement des objets indigènes, mais encore des objets exotiques que l'échange de ceux-ci fait entrer dans le pays; et c'est ainsi que la restriction de la production nationale, qu'elle qu'en soit la cause, est toujours un malheur pour toutes les classes de citoyens, qui tous sont producteurs d'une chose quelconque en même temps que consommateurs de tous les autres genres de produits.

Le savant qui éclaire ses concitoyens, le journaliste qui propage parmi eux les vérités utiles, l'instituteur qui développe leurs idées, le prêtre qui les dirige vers le bien, le médecin, l'avoué, l'avocat qui les servent par leurs conseils, le juge qui les maintient dans l'ordre légal, l'administrateur qui conserve la tranquillité pu-

blique, le guerrier qui défend l'État, le législateur qui règle les grands intérêts de l'ordre social, le souverain dont la puissance maintient l'équilibre dans le pays que son pouvoir légal protège, sont tous des producteurs utiles à tous les citoyens : ce sont même les producteurs les plus généralement nécessaires, puisque l'utilité de chacun d'eux se répand sur tous les autres indistinctement.

D'autre part, l'utilité des capitalistes, banquiers, propriétaires fonciers, commerçans, manufacturiers, agriculteurs, est également indispensable dans sa généralité, tandis que l'utilité spéciale d'aucun d'eux ne peut être révoquée en doute, tous produisant par leur chose ou par leurs talens.

Tous les producteurs d'un État se sont donc réciproquement utiles, et tous ses citoyens se doivent une protection réciproque relativement à leurs productions mutuelles.

Les producteurs intellectuels protègent et dirigent les producteurs matériels, tandis que ces derniers fournissent aux autres tout ce qui est indispensable à leur subsistance. C'est la réunion des uns et des autres qui forme essentiellement l'État; les consommateurs qui ne rentrent pas parmi eux lui sont à charge ou inutiles, ce ne sont

que des mendians ou des vagabonds qui, lui étant étrangers, ne peuvent réclamer de lui d'autre protection que la commisération et la miséricorde.

En partant de ce principe, nul producteur intellectuel ne voudra sacrifier aucun producteur matériel national à aucun producteur matériel étranger, pour peu qu'il sente ses véritables intérêts; car ce ne sont que les productions matérielles de l'État qui servent directement, ou par échange, à la satisfaction des besoins des producteurs intellectuels; ce ne sont qu'elles qui soldent les impôts, qui paient les appointemens, les honoraires, les pensions, les salaires; ce ne sont qu'elles qui servent à acheter au dehors les produits matériels que le pays ne peut fournir. Tout ce qui tend à restreindre la production nationale matérielle, dans quelques unes de ses parties, tend donc, immédiatement ou médiatement, à mettre dans la gêne et dans la souffrance tous ceux qui concourent aux autres productions intellectuelles ou matérielles dans le pays.

L'extension du commerce extérieur opérée aux dépens des propriétaires d'exploitations agricoles ou industrielles et des autres producteurs matériels nationaux, en semblant d'abord un bien pour les capitalistes, pour les produc-

teurs intellectuels et pour les simples ouvriers salariés qu'elle tend à approvisionner à plus bas prix, est promptement un mal pour eux-mêmes; ils le reconnaissent bientôt quand ils voient chaque jour disparaître graduellement autour d'eux le travail des masses avec les produits nationaux qui servaient à les approvisionner, et qui les mettaient à même d'obtenir du dehors les choses que leur pays ne peut leur fournir.

L'oubli de cette vérité a causé la gêne affreuse qui s'est fait ressentir depuis quelques années dans plusieurs grands États de l'Europe, où le paupérisme et la criminalité qui en est la conséquence ont fait des progrès effrayans.

Cela a particulièrement eu lieu en Angleterre et en France; on y a été séduit par le bas prix de toutes les marchandises étrangères produites chacune isolément presque sans frais dans certains pays par l'effet de lois, de mœurs, d'usages, de circonstances locales particulières; on a oublié que la différence de situation des producteurs nationaux ne leur permettait pas de soutenir la concurrence avec les producteurs étrangers; on a rendu cette concurrence trop facile au dedans du pays, l'encombrement de certaines productions nationales en a été la conséquence immédiate. Le travail des producteurs

nationaux qui étaient occupés à les obtenir a été moins payé; leur rétribution, en se restreignant, les a obligés à restreindre la masse de leurs productions, et celles-ci ont diminué en quantité au profit de l'étranger, au lieu de s'accroître au profit du pays, comme l'avaient annoncé les partisans de la liberté commerciale: cela devait être, parce que l'effet de la concurrence n'est bon que quand elle s'exerce au dedans du pays entre les hommes soumis aux mêmes lois, et qu'au contraire elle devient destructrice quand elle s'exerce du dehors au dedans aux dépens des travailleurs nationaux entre des producteurs placés dans des situations différentes.

C'est là ce qui est arrivé en France et en Angleterre : on a, pour obtenir le bas prix, tiré du dehors des blés, des laines, des bestiaux et autres objets produits du travail réel des bras; la production de ces objets a diminué de plus en plus au dedans du pays; le travail d'une grande masse de producteurs nationaux ne leur a plus procuré assez de salaires pour les faire subsister par eux-mêmes, et bien que le travail fictif des machines ait pu s'accroître momentanément par l'effet d'une plus grande exportation passagère de ses produits, il n'a servi qu'à enrichir quelques possesseurs de grandes fabriques

aux dépens du plus grand nombre des producteurs nationaux. La masse des exportations a bien surpassé en valeur numérique celle des importations, mais le paupérisme s'est accru dans la classe la plus nombreuse des consommateurs nationaux, parce que la nature des objets importés n'était pas la même que celle des objets exportés; les possesseurs de machines se sont enrichis, tandis que les familles qui vivaient du travail réel des bras s'appauvrissaient.

C'est faute d'avoir fait cette observation qu'on s'est étonné, avec le ministère britannique, de ce que la masse des exportations officiellement estimées, ayant été plus grande en 1829 qu'elle n'avait jamais été, la masse des producteurs anglais ait été dans une plus grande détresse : cela devait être la conséquence de la direction donnée au commerce; aussi n'avons-nous nullement été surpris de lire dans le discours de la couronne d'Angleterre, prononcé au Parlement, le 4 février 1830 :

« Sa Majesté vous fait savoir que, pendant
» l'année dernière, l'exportation des productions
» et des produits des manufactures anglaises a
» excédé celle de toutes les années précédentes.

» Sa Majesté est affligée de voir que, malgré
» ces signes de l'activité du commerce, la dé-

» tresse se montre, dans quelques parties du
» royaume, parmi les classes des agriculteurs
» et des manufacturiers; il serait consolant, pour
» les sentimens paternels de Sa Majesté, de pou-
» voir vous proposer des mesures propres à
» éloigner l'état de gêne de toutes les classes de
» ses sujets, et qui seraient en même temps
» compatibles avec l'intérêt général et perma-
» nent de la nation. »

Cette détresse si affligeante du peuple anglais, chez lequel la journée de travail, qui devrait se payer 4 francs pour égaler celle de la France, ne se paie plus, en beaucoup de lieux, que de 50 à 60 centimes, a été la conséquence naturelle de la trop grande importation des produits de l'agriculture étrangère, autant que de la multiplication des machines; on a voulu, en les favorisant, accroître le travail des grandes fabriques, et l'on a oublié que, quelque multipliées qu'elles fussent, elles n'occupaient jamais qu'un moindre nombre de bras que les petites fabriques et les petites exploitations agricoles; on a oublié que ces bras eux-mêmes n'y étaient occupés que précairement, parce que les machines étaient toujours là pour les économiser, et parce que les progrès de l'indus-

trie au dehors tendaient à repousser ou à réduire de prix les produits que les grands manufacturiers obtenaient au dedans.

Pendant que les manufacturiers anglais vendaient plus au dehors, et remplaçaient au dedans le travail des bras par leurs machines, les grandes exploitations agricoles absorbaient les petites pour économiser aussi les bras; et, nonobstant cela, les agriculteurs voyaient diminuer le prix de leurs travaux par l'effet de la concurrence étrangère : les fermages étaient diminués, ainsi que la consommation à l'intérieur du pays; l'impôt indirect, qui, dans le principe, s'était accru, par suite de la plus grande facilité des approvisionnemens, rapportait de moins en moins, à mesure que les salaires des ouvriers étaient réduits.

Les charges légales et volontaires que le paupérisme imposait devenaient énormes, plus du quart des Anglais étaient contraints d'y recourir pour subsister, et les révoltes d'ouvriers se multipliaient de toute part pour faire rehausser les salaires et pour brûler les fabriques.

Les manufacturiers qui spéculaient sur le travail fictif de leurs machines ont d'abord gagné à la plus forte exportation de leurs

produits ; mais ceux d'entr'eux qui comptaient sur la consommation intérieure, comme sur la plus importante de toutes, ont participé à la détresse de la plupart de leurs concitoyens.

L'accroissement de leurs ventes au dehors s'est ainsi trouvé dépassé par la diminution de leurs ventes au dedans ; ventes qui se font principalement aux très nombreuses familles qui vivent du travail réel de leurs bras.

Tout cela est résulté de ce que l'on a oublié que le travail réel des bras ne saurait être exécuté à aussi bas prix dans les pays très peuplés, très riches et très industrieux, que dans les pays pauvres, dont le sol, très vaste par rapport à la population, permet plus de choix à ceux qui l'exploitent et rend naturellement une plus grande quantité de denrées proportionnellement au travail qu'il exige ; travail exécuté par des hommes moins civilisés, qui, connaissant moins de besoins, ont moins de dépenses à faire.

Voilà pourquoi on se procure dans la Crimée, dans la Barbarie, dans la Sicile, les grains et les laines à des prix très inférieurs à ceux auxquels les cultivateurs peuvent les produire dans l'Angleterre et dans la France, et c'est à cause de cela que les produits des bestiaux sont livrés à

des prix encore beaucoup plus bas dans l'Amérique méridionale et dans l'Australie.

Les producteurs agricoles, habitans de ces contrées presque désertes, vivent de rien et pour rien dans des savanes immenses, où ils laissent errer leurs troupeaux sur un sol non imposé, sous un climat superbe : au Brésil, ils brûlent une forêt vierge et jettent le grain sur sa cendre, pour en obtenir diverses récoltes ; en Barbarie, en Crimée, le froment abonde sur un sol non fumé, à peine écorché par le plus mauvais des labours. Les habitans de ces contrées ne connaissent aucun des objets de dépense que la civilisation, l'instruction, l'industrie ont rendus nécessaires aux cultivateurs des terres très imposées et beaucoup moins fertiles de notre Europe. Partout, la grande population exige la culture de champs qui, dans des pays moins populeux, seraient dédaignés par le cultivateur ; mille peuples étrangers peuvent ainsi livrer à des prix excessivement bas, avec un grand bénéfice, les denrées que les nôtres ne pourraient produire à des prix vingt fois plus élevés.

Ce qui a lieu à l'égard des cultivateurs de ces pays lointains, par rapport aux nôtres, a lieu aussi, quoiqu'à un degré moindre, entre

les Allemands et nous : les premiers, moins chargés de population et d'impôts et cultivant un sol plus favorable à l'élève des bestiaux, peuvent approvisionner nos marchés à des prix beaucoup moins élevés que nous-mêmes. Un droit de 55 francs par tête de bœuf gras a été jugé indispensable pour protéger les cultivateurs français contre cette redoutable concurrence ; les bœufs que nous élevons nous fournissant des fumiers sans lesquels nous ne pourrions produire nos grains, il faut ou que nos cultivateurs vendent leurs blés plus cher, ou que le prix de leurs bœufs soit maintenu par les droits qui les protègent contre la concurrence que les Allemands voudraient établir avec eux. Ce ne seraient pas les seuls herbagers, engraisseurs de bestiaux, qui souffriraient de cette concurrence, tous les autres agriculteurs, éleveurs de bestiaux et producteurs de grains seraient également affectés par elle.

Il en est de même à l'égard de nos troupeaux de moutons, que l'on a appelés *des machines à fumier*. Si la laine et la chair qu'ils produisent se vendent moins cher, les frais de l'entretien de la machine à fumier destiné à obtenir des grains sont plus considérables par rapport

à son produit, et il faut que le cultivateur producteur de blé vende son grain plus cher, pour se dédommager de la cherté du fumier qu'il emploie pour le faire croître.

Si le commerce extérieur force nos agriculteurs à renchérir leurs grains, la population n'en souffrira-t-elle pas? et s'il les force à diminuer leurs travaux en les réduisant à la misère, donnera-t-on à tous les ouvriers qu'ils laisseront sans ouvrage des travaux de fabriques de draps ou de cotonnades pour les occuper, quand les fabriques de ce genre, que nous avons déjà, sont encombrées de leur produit, faute d'en vendre assez au dedans et de pouvoir étendre leur vente au dehors, où la concurrence de tous les peuples possesseurs de machines nous attend pour limiter le débit de nos fabriques? Quand les Anglais, maîtres de la mer, possesseurs de manufactures et de colonies immenses, n'ont pu obtenir le monopole du commerce, qui pourrait jamais y prétendre? Et si, bien qu'ils soient, par le fait, les plus grands négocians du monde, le paupérisme s'est étendu dans leurs campagnes et a fait d'horribles ravages au sein de leurs villes les plus manufacturières, comment pourrait-on soutenir encore que, par l'extension

du commerce extérieur, on parviendrait à accroître la consommation au dedans du pays ?

Loin de là, la masse des consommateurs nationaux serait nécessairement frappée par la liberté du commerce extérieur, et cela retomberait sur les riches comme sur les pauvres ; car il faudrait bien que les gens désœuvrés par l'effet de ce commerce fussent nourris et indemnisés par ceux qui auraient profité de ses bénéfices, ou que le paupérisme, en s'étendant, menaçât l'ordre social.

N'en doutons point, à la grande lutte qu'à tort on a voulu élever entre les producteurs et les consommateurs, se rattache tout le sort de l'ordre social.

Les seuls consommateurs utiles, les seuls consommateurs attachés à la stabilité, à la prospérité de l'État, sont les producteurs de toutes les natures. Semer la division entr'eux, en favorisant les uns aux dépens des autres, serait accroître dans leurs rangs les mendians, les fainéans, les vagabonds toujours avides du pillage, toujours prêts à écouter la voix des ambitieux qui voudraient semer le trouble et le désordre dans leur patrie.

C'est dans l'augmentation du travail réel des

bras, bien plus encore que dans celle des travaux fictifs de l'industrie manufacturière, qu'un pays doit chercher les véritables élémens de sa prospérité et de sa puissance.

C'est là que réside la richesse des masses dont l'aisance fait la force des nations.

La seule balance du commerce véritablement utile à tout un peuple n'est pas, comme on a voulu la définir, l'augmentation de la richesse sous toutes les formes; c'est celle qui répartit la richesse avec la moindre inégalité possible, à mesure qu'elle se fait par le travail; c'est celle qui rend tout un peuple laborieux; ce n'est pas celle qui crée quelques riches en faisant une multitude de mendians.

Les peuples, pris en masse, ne trafiquent que par échanges; une nation livre à une autre les richesses que son agriculture et son industrie ont créées, et elle obtient comme équivalent les produits qui lui manquent.

Si son industrie est exercée par des machines, elle enrichit les propriétaires de ces machines aux dépens de ceux qui n'en possèdent pas; si elle est exercée par les masses ouvrières concurremment avec les machines, ces masses participent aux bienfaits du commerce étranger dans le rapport de l'importance de la produc-

tion qu'elles opèrent dans la somme de toutes les productions obtenues.

Les seuls peuples qui vivent sans produire sont les peuples vagabonds ou dévastateurs qui, oppresseurs des autres peuples, les pillent ou les réduisent en esclavage.

Il en est de famille à famille, comme de peuple à peuple dans les pays civilisés, où la production est abondante; toutes les familles rendues non productrices par la fausse direction donnée à l'industrie sont contraintes de devenir vagabondes et dévastatrices vis à vis de celles qui les forcent à rester dans le désœuvrement.

Ce qui se passe de nation à nation a ainsi lieu de famille à famille, et d'individus à individus. M. Say a eu, sous ce rapport, raison de dire que «les seules personnes qui achètent sans » produire sont celles qui, ne vivant que de se- » cours gratuits, consomment les produits obte- » nus par celles de qui elles tiennent ces secours.» Leurs intérêts sont-ils assez importans pour leur sacrifier ceux de nos producteurs nationaux, sans le travail desquels elles ne pourraient vivre elles-mêmes, et notamment ceux de nos agriculteurs qui, se trouvant à la base de l'édifice industriel, ainsi que de l'ordre social, en sont le plus solide fondement : ce sont eux

qui, en échangeant leurs produits contre ceux de tous nos autres producteurs ou contre ceux des producteurs étrangers, nous procurent tous les objets qui nous manquent, et nous mettent à même de pourvoir à tous nos besoins, en commençant par fournir au plus impérieux de tous, qui est celui de manger. Le producteur intellectuel ou industriel qui sacrifierait leur intérêt sacrifierait donc le sien propre en même temps que celui de la société tout entière.

Le même raisonnement s'applique aux producteurs de tous les genres : tous doivent être protégés contre la concurrence étrangère, parce que tous sont utiles à tous leurs concitoyens en concourant à les pourvoir des choses qui sont à leur usage. Sans doute que tous les producteurs ne sont pas également utiles au pays qu'ils habitent ; mais comme tous doivent être soumis aux mêmes lois, c'est aux besoins des consommateurs de chaque nature de produits à limiter le nombre de ceux qui s'appliquent à les obtenir.

CHAPITRE V.

NÉCESSITÉ DU LUXE POUR SOUTENIR ET ACCROITRE LES SALAIRES.

Le 4 avril 1831, M. le baron Charles Dupin estimait, à la tribune de la Chambre des députés, le progrès des revenus des citoyens français, de dix ans en dix ans, comme il suit :

ÉPOQUE.	ÉVALUATION.	PROGRÈS.
	fr.	fr.
En 1780	4,011,000,000	
1790	4,655,000,000	644,000,000
1800	5,402,000,000	747,000,000
1810	6,270,000,000	868,000,000
1820	7,362,000,000	1,084,000,000
1830	8,800,000,000	1,438,000,000
Progrès annuel en arrivant à 1830. .		156,000,000

Cela seul suffit pour démontrer la nécessité d'une dépense plus forte qu'autrefois ; et comme tout accroissement de dépenses est un luxe pour celui qui ne peut y atteindre, le luxe est la conséquence nécessaire de l'accrois-

sement de ces masses de produits qui forment la richesse. En 1780, vingt-cinq millions d'individus ne pouvaient dépenser, en acquisition de produits, que 160 francs par an ; en 1830, trente-deux millions d'individus ont pu dépenser chacun pour 275 francs de produits. Voilà l'obligation du luxe créé pour eux par rapport à la génération précédente ; et comme les revenus ne sont pas également répartis, il faut que ceux qui en ont plus consomment plus que ceux qui en ont moins, et aient du luxe par rapport à eux.

Telles sont les conséquences des progrès de l'industrie, suite de l'extension, de l'instruction et du développement de l'esprit humain ; ces progrès ont été extrêmement rapides depuis le siècle de Louis XIV, puisqu'alors les revenus des habitans de la France n'étaient évalués qu'à 1,092,000,000 fr., c'est à dire à moins d'un huitième de ce qu'ils sont aujourd'hui ; ils ont surpassé de beaucoup ceux de la population, qui ne donnent, dans les dix années 1820 à 1829, que cent quatre-vingt-six mille quarante-quatre habitans de plus par année, ou un cent-soixante-huitième de la population moyenne ; tandis que si les données fournies par M. le baron Charles Dupin sont exactes, la richesse française s'est

accrue d'un cinquante-neuvième par année, en arrivant à l'année 1830.

Pourquoi, avec un si prodigieux accroissement de richesse, accroissement qui est encore maintenant triple de celui de la population, le nombre des pauvres s'accroît-il aussi rapidement que cela a lieu dans nos villes surtout, si ce n'est parce que c'est plus encore le revenu industriel que le revenu territorial qui a pris cet énorme développement? Ce dernier revenu, toujours accablé par l'impôt direct, n'a pas présenté aux propriétaires du sol assez d'encouragement pour fixer leur industrie agricole; ils ont reporté, pour s'enrichir avec plus de rapidité, leurs spéculations et leur activité sur la fabrication, aidée des machines, et sur le commerce étranger, en dédaignant la culture des champs, qui devait accroître le plus le travail et les salaires, en créant l'espèce de richesse la moins susceptible d'inégalité dans sa répartition; cette richesse qui, en entretenant une médiocre aisance parmi les petits propriétaires, les éloigne de la pauvreté dont sont menacées la plupart des familles industrielles, quand le luxe, qui seul peut leur procurer une occupation constante, ne marche pas aussi rapidement que les arts qui lui offrent leurs produits.

En effet, sur les 4,655,000,000 francs de revenu de la France en 1790, il y avait, selon M. Dupin, 1,200,000,000 francs appartenant au revenu foncier et 3,445,000,000 francs aux revenus industriels ou mobiliers; en 1830, sur les 8,800,000,000 francs de revenu total, il n'y avait en revenu foncier que 2,000,000,000 fr., et le revenu industriel ou mobilier s'élevait à 6,800,000,000 francs: l'accroissement du revenu foncier n'était donc que de 800,000,000 fr., tandis que celui du revenu mobilier et industriel était de 3,355,000,000 francs; en sorte que, tandis que le revenu foncier ne s'était accru que de deux tiers, le revenu industriel et mobilier, qui déjà était triple du revenu foncier, s'était presque doublé.

Or, il est certain que l'aisance du peuple, due à la satisfaction des besoins que lui donnent ses habitudes sociales, consiste dans son rapprochement de la richesse moyenne, et sa misère dans l'éloignement où il s'en trouve placé; il eût donc fallu, pour que la misère du peuple ne s'accrût pas, que la richesse créée par les progrès des arts se répartît dans le même rapport qu'autrefois; et, loin de là, le contraire est arrivé dans les villes surtout où l'industrie a attiré des familles ouvrières qu'elle a occupées à créer

des grandes richesses au moyen de machines ingénieuses, et de procédés économiques qui ont limité l'application des bras employés à la production, de telle sorte que les profits se sont chaque jour de plus en plus accumulés dans les sommités sociales, en éloignant d'elles de plus en plus les classes inférieures.

De là est résulté que le paupérisme a fait de plus rapides progrès dans les lieux où les machines et la grande industrie ont le plus inégalement réparti la richesse. Les communes urbaines où cela a été le plus fréquent ont été plus accablées de pauvres que les communes rurales, et bien que la journée de l'ouvrier s'y soit parfois élevée davantage, les charges municipales, en enlevant ce surcroît de salaires, et la richesse moyenne en s'élevant, ont accru les besoins du peuple encore davantage que son revenu.

Il en sera toujours ainsi : plus la richesse créée par la grande industrie s'accroîtra, par rapport à la richesse créée par la petite, plus le peuple deviendra misérable.

Il faut, pour que les progrès de la fabrication à l'aide des machines n'aggravent pas les malheurs du peuple, qu'il trouve une compensation de ces progrès dans la création de produits nou-

veaux qui, dans le principe, ne peuvent être d'un usage général : il faut donc que le luxe, qui n'est que la consommation des choses qui ne sont pas à l'usage du vulgaire, s'étende chaque fois que la grande industrie produit plus avec un moindre nombre de bras.

Quand cette compensation n'a pas lieu, les ouvriers sont jetés dans la misère; et comme ce sont eux qui consomment en grande partie les objets provenant des grandes manufactures, celles-ci manquant de débit sont elles-mêmes obligées de ralentir leurs travaux, tant à cause de la restriction de la consommation des marchandises qu'elles fournissaient, pour servir de base aux travaux du luxe, que de celles que les ouvriers qui pratiquaient les travaux où ils ont été suppléés par ces machines faisaient pour eux-mêmes.

Cela a eu lieu à la suite de la révolution de juillet 1830, parce que les inquiétudes qui suivent toujours les révolutions suspendent les dépenses du luxe, au grand détriment de la classe ouvrière : aussi, quand, au commencement de janvier 1832, M. le Ministre du commerce, effrayé de la misère de cette classe, demanda à tous les préfets des renseignemens sur l'état du commerce et de l'industrie dans les

principales villes du royaume, il apprit qu'à Metz et à Nancy, par exemple, les ouvriers ne gagnaient pas au delà de 15 sous par jour; que le salaire des verriers, dans les Vosges, était tout aussi modique; qu'à Rouen, les ouvriers-tisserands, et à Lyon les canuts, n'avaient pas une existence plus heureuse, et qu'il en était de même à Orléans, où la grande masse des ouvriers, se trouvant sans ouvrage, laissait plus du quart de la population en proie à la misère, ne vivant que du pillage des bois voisins de cette ville, jusqu'au jour où les ateliers de charité étant en activité, les pères de famille y gagnaient 75 centimes par jour, et les femmes et enfans une somme moindre.

Cependant, en temps ordinaire, le salaire des ouvriers des villes est, quant au chiffre, plus fort que celui des ouvriers des campagnes. A Orléans, où le prix de la journée, relativement au paiement des amendes, est fixé à 1 fr. 50 c. pour la ville, et à 1 fr. pour la campagne, ce prix a été en réalité de 1 fr. 50 c. à 2 fr. dans la ville, quand il n'est que de 1 fr. 25 c. à 1 fr. 50 c. pour le manouvrier des campagnes; à Paris, il atteint de 2 fr. 50 c. à 3 fr. et plus, quand le commerce va bien, tandis que, dans les campagnes du Maine ou de la

Bretagne, il ne surpasse guère 90 c. ou 1 fr., et que, dans le midi de la France, un arrêté du Préfet de l'Hérault, en date du 10 janvier 1832, a fixé le prix de la journée de travail, relativement au paiement des amendes, à 1 fr. 30 c. pour les villes de Montpellier, Cette, Lunel, Ganges, Béziers, Pésénas, Agde, Bédarieux, Lodève et Clermont, et à 1 fr. pour toutes les autres communes de son département. Dans toute la France, le salaire des cantonniers des ponts et chaussées est fixé à 36 fr. par mois, ou à 1 fr. 20 c. par jour, somme qui leur suffit pour élever leur famille dans les localités les moins dispendieuses, et qui, ajoutée à la jouissance d'une petite maison et d'un petit jardin, leur suffit dans les autres.

Cette élévation du salaire des ouvriers dans les villes, motivée sur la nécessité de dépenses plus fortes, les y attire pourtant des lieux environnans; et voilà comment, quand le pays est tranquille et le commerce en activité, les cités, dans lesquelles les travaux de l'industrie et les dépenses du luxe leur donnent l'espoir de plus de bénéfice que dans les campagnes, les voient arriver en foule; voilà comment aussi Lyon, protégé par l'empire et ensuite par la restauration, s'est si rapidement rétabli, et com-

ment Paris et Londres ont pris, depuis quelques années, de si prodigieux accroissemens.

Paris, en 1797, n'avait que six cent soixante-douze mille ames; en 1820, il en avait déjà sept cent treize mille sept cent soixante-cinq, et la multiplicité des affaires commerciales en avait porté la population à huit cent quatre-vingt-dix mille quatre cent trente et une ames en 1827. La stagnation du commerce, les émeutes et les craintes qui en ont été la suite ont réduit, en 1831, la population de la capitale de la France à sept cent soixante-quatorze mille trois cent trente et un habitans.

D'après une notice statistique qui vient de paraître, la ville de Londres avait, en 1831, une population d'un million quatre cent cinquante-trois mille six cent soixante-huit ames, qui, comparée à celle reconnue par le recensement de 1821, a donné, pour les dix années, un accroissement de deux cent vingt-six mille soixante-neuf ames. Si on y ajoute vingt-deux paroisses du Middlesex, neuf de l'Essex, quatorze du Kent, le Hundred et Brixton, et vingt-sept paroisses autour de Londres, la population totale de cette circonscription se monte maintenant à un million huit cent cinq mille cinq cent quatre-vingt-sept ames. Ce sont là les consé-

quences des progrès de l'industrie, quand ils sont plus rapides que ceux de l'agriculture, et surtout quand la petite industrie, que les besoins du luxe accroissent rapidement dans les villes, offre aux ouvriers plus de ressources que la petite culture.

La classe ouvrière encombre alors les grandes cités, dans l'espoir trop fugitif d'y trouver continuellement de l'occupation et de gros salaires ; elle consent, pour cela, à échanger la vie tranquille et simple, qui lui est presque toujours assurée dans les campagnes, contre la vie plus animée, mais plus irrégulière et plus incertaine des villes, que les frais de transport des denrées et les charges municipales rendent toujours plus onéreuse ; et quand les familles transplantées voient le commerce changer de direction, ou les demandes du luxe se ralentir, une multitude d'entr'elles tombe dans une indigence d'autant plus pénible pour elle, que ses habitudes sont devenues moins frugales et ses charges plus fortes.

Malthus a donc eu raison de nous dire qu'à moins que l'accroissement de la richesse nationale provenant des manufactures ne donne aux classes inférieures des moyens assurés de se procurer le nécessaire et même quelque de-

gré d'aisance, il ne paraît pas en résulter pour elles un accroissement de bonheur.

En effet, le docteur Aikin, dans sa description de Manchester, après avoir remarqué combien l'extension du commerce de cette ville y attire d'ouvriers, et combien ces ouvriers y sont misérables, dit : « En comparant leurs familles à celles des ouvriers-cultivateurs, on » trouve dans ces dernières de l'ordre, de la » propreté, de l'aisance ; dans les autres, de la » saleté, des haillons, de la misère. Et cependant » les salaires des manufacturiers sont quelquefois doubles de ceux des cultivateurs. »

Entrez en France, chez le journalier occupé dans les manufactures de grandes villes, et comparez sa situation à celle du journalier qui, dans nos campagnes, ne reçoit que de moindres salaires, vous trouverez de semblables différences, résultantes de ce que, dans nos villes, les ouvriers sont astreints à de plus fortes charges, et accoutumés à un genre de vie plus dispendieux, en sorte qu'avec de plus fortes recettes ils économisent moins, et sont plus fréquemment dans l'indigence, lors même que le commerce est florissant. Les rapprochemens suivans rendront cette vérité évidente, en démontrant leur plus grande culpabilité contre les propriétés.

En 1829, sur 7,373 accusés de crimes, dont

contre les personnes 1,791 et
contre les propriétés 5,582, il y a eu, bergers, cultivateurs, laboureurs, jardiniers, vignerons, etc., 1,917 accusés, dont

contre les personnes 718 et
contre les propriétés 1,199; restait pour les autres professions, accusés de tous crimes, 5,456, dont

contre les personnes 1,073 et
contre les propriétés 4,383.

En 1830, sur 6,962 accusés de crimes, dont

contre les personnes 1,666 et
contre les propriétés 5,296, il y a eu, bergers, cultivateurs, laboureurs, jardiniers, vignerons, etc., 1,918 accusés, dont

contre les personnes 644 et
contre les propriétés 1,274; restait pour les autres professions, accusés de tous crimes, 5,044, dont

contre les personnes 1,022 et
contre les propriétés 4,022.

En 1830, sur 6,723 accusés dont le domicile était connu, il y en avait 2,778 des communes urbaines,
et 3,945 des communes rurales.

Le partage de la population française en communes rurales au dessous de 1,500 habitans et communes urbaines au dessus s'établit, en 1827, comme il suit :

Population française. .	31,845,428	des communes urbaines. .	7,663,535
		des communes rurales. . .	24,181,893

D'après les comptes rendus du recrutement de l'armée sur cent individus, le nombre de ceux employés aux travaux de la campagne était, en 1824, de cinquante et un, en 1825 de cinquante, en 1826 de quarante-huit, en 1828 de quarante-neuf, et en 1829 de cinquante-deux: moyenne par année, cinquante sur cent, ou moitié de la population française; en appliquant ces données, nous formerons le tableau suivant.

TABLEAU *de la répartition des accusés français en agriculteurs et industriels, et selon leur domicile, en* 1829 *et* 1830.

PROFESSION et DOMICILE.	NATURE des CRIMES.	NOMBRES DES ANNÉES en 1829	NOMBRES DES ANNÉES en 1830	POPULATION correspondante.	RAPPORT A CES POPULATIONS. Un accusé de 1829, sur	RAPPORT A CES POPULATIONS. Un accusé de 1830, sur
De toutes professions.	De tous crimes. . . .	7,373	6,962	31,845,428	4,319	4,574
Idem.	Contre les personnes.	1,791	1,666	*Idem*.	17,781	19,115
Idem.	Contre les propriétés.	5,582	5,296	....	5,705	6,013
Cultivateurs, bergers, vignerons, etc. . . .	De tous crimes. . .	1,917	1,918	15,922,714	8,306	8,300
Idem.	Contre les personnes.	718	644	*Idem*.	22,176	24,724
Idem.	Contre les propriétés.	1,199	1,274	*Idem*.	13,280	12,498
Autres professions.. .	De tous crimes. . . .	5,456	5,044	*Idem*.	2,920	3,157
Idem.	Contre les personnes.	1,073	1,022	*Idem*.	14,839	15,580
Idem.	Contre les propriétés.	4,383	4,022	....	3,633	3,959
Accusés dont le domicile est connu. . . .	De tous crimes. . . .	.....	6,723	31,845,428	....	4,737
Domiciliés en ville . .	*Idem*.	.....	2,778	7,663,535	....	2,759
Idem à la campagne..	*Idem*.	.....	3,945	24,181,893	....	6,131

Il est donc évident 1°. que les populations occupées aux travaux de la campagne sont de beaucoup moins portées à tous les genres de crimes, et notamment à ceux contre les propriétés, que ne le sont toutes les autres classes de citoyens prises dans leur ensemble; et 2°. que, bien que l'instruction plus généralement répandue dans les villes tende à y améliorer davantage les hommes, la criminalité y est plus que double de ce qu'elle est dans les communes rurales.

On ne peut attribuer ce résultat qu'à la différence des mœurs et des habitudes des ouvriers des villes, plus excités à la dépense par la vue des objets qui les flattent, plus enclins à consommer leurs salaires, quelque forts qu'ils soient, et pourtant plus affligés par les vicissitudes du commerce, parce que, bien que leurs salaires soient plus forts que ceux des cultivateurs, étant gagnés par la production d'objets d'une utilité moins urgente, ils leur manquent plus fréquemment.

Ce qu'il importe de faire pour diminuer les penchans aux crimes, si redoutables dans nos grandes cités surtout, c'est d'abord de répandre l'instruction élémentaire et l'instruction appliquée aux divers genres de professions,

afin d'améliorer les hommes, sous les rapports moraux et industriels, et ensuite de leur assurer des moyens d'existence en leur assurant du travail ; on n'atteindra ce dernier but qu'en favorisant les inventions nouvelles et en excitant les dépenses du luxe, que ces inventions alimentent à mesure que les perfectionnemens apportés dans la grande industrie et dans la grande culture économisent les bras, qui jusque-là étaient occupés aux travaux de la petite industrie et de la petite culture.

Quoi que l'on fasse, tout perfectionnement et toute extension dans la grande production nécessiteront toujours une extension dans les inventions nouvelles et dans les applications du travail à la petite industrie et à la petite culture qui, l'une et l'autre, ne peuvent servir qu'à alimenter des besoins secondaires de la société, en commençant par satisfaire des fantaisies du luxe qui, peu à peu en se répandant, deviennent des besoins et accroissent l'aisance dans toute les classes de la société.

Ce serait donc une grande faute que de chercher à arrêter les progrès du luxe, qui fait vivre la classe ouvrière, dont les bras sont chaque année de plus en plus repoussés par les machines, en ce qui concerne la production la plus

usuelle dans les sociétés éclairées et progressives.

Ce ne serait pas une moindre faute que de chercher à rendre aux ouvriers le travail que les machines ou la stagnation du commerce leur enlèvent, en venant au secours des grands manufacturiers possesseurs de machines, au lieu de favoriser et d'accroître la petite production; l'effet de cette fausse manœuvre ne serait que de relever momentanément les établissemens qui servent à repousser le travail des bras, quand ce travail manque déjà dans le pays : ce serait donc aggraver le malheur des ouvriers.

La seule chose à faire pour le peuple, c'est de créer du travail, pour lui, en excitant les riches à la dépense, et non en établissant des ateliers de charité, qui ne produisent que fort chèrement des objets invendables, quoiqu'utiles, et qui ne les produisent qu'au moyen d'impôts ou de souscriptions onéreuses aux contribuables, et qui, tendant à intervertir la circulation de l'argent, diminuent le travail productif d'une multitude de gens qui s'occuperaient à satisfaire les désirs des consommateurs, si ceux-ci pouvaient payer leurs travaux.

De tous les moyens d'utiliser l'argent prélevé par l'impôt, en faveur du producteur et notamment en faveur de l'ouvrier, le plus avantageux

pour eux est celui qui excite le plus la consommation; sous ce rapport, l'argent que les fonctionnaires publics emploient pour accroître le luxe des riches, les fêtes, les dépenses ordinaires et même extraordinaires qu'ils font, sont de la plus grande utilité pour le pauvre.

Le Gouvernement français eût donc été sage et habile si, pénétré de ce principe, après la révolution de 1830, au lieu d'avancer 30,000,000 de francs à quelques spéculateurs entreprenans, et d'en employer ou d'en faire employer bien davantage en ateliers de charité, il eût cherché à dissiper et à calmer les inquiétudes qui causaient la stagnation du commerce; et si, ne prélevant que le quart ou même le dixième de ces millions, il avait distribué la somme en provenant aux administrateurs de toute la France, à la charge par eux de les dépenser en fêtes destinées à faire centupler leurs dépenses par les achats, et paiemens de salaires que ces fêtes eussent occasionés à ceux qui y eussent pris part.

Les plaisirs nécessitent la consommation, et celle-ci reflue sur le peuple, qui en profite: tandis que l'ouvrier est content de la dépense du riche; ceux qui chantent ou qui dansent ne songent guère à troubler la tranquillité pu-

blique. Si, sous Charles X, la gaîté française eût été excitée au lieu d'être restreinte, le mécontentement, conséquence des spéculations hasardeuses et de la préoccupation qui en résulte, ne se serait pas étendu, comme il l'a fait depuis quelques années dans nos départemens les plus populeux, où les suicides, causés par le désespoir et par la misère, se sont multipliés avec rapidité, surtout dans les villes les plus livrées aux grandes spéculations commerciales et manufacturières.

Il est toujours facile et utile au Gouvernement, en France plus qu'ailleurs, de mettre un terme à un tel état de choses en ranimant la gaîté et les plaisirs. On conspire peu quand on s'amuse. Louis XV, qui le savait, excitait les plaisirs pour étourdir les grands sur ses dépravations et ses débauches, que le peuple oubliait en profitant des dépenses de la cour. Louis XVI, le bon et estimable Louis XVI, plein de moralité et de vertus, en repoussant le luxe, crut y suppléer par la charité; il ne fit que laisser aux grands le temps de songer à changer la vieille constitution de la France, et à provoquer le mécontentement du peuple, que les progrès de la grande industrie sur la petite désœuvraient chaque jour davantage.

La révolution éclata, on s'occupa plus de politique que de plaisirs; le règne du sang, de la terreur, de l'héroïsme et du crime les repoussa tout à fait; le Directoire, enfanté par lui, essaya, pour mettre un terme à tant de maux, de ranimer les plaisirs en créant des fêtes nationales; mais la trace du sang versé par la Convention était encore trop profonde pour que le luxe reparût immédiatement après la chute de l'anarchie. On dansa en carmagnole et en déshabillé de coton, dans des soirées à l'eau chaude; le peuple en profita peu tant que le luxe fut séparé des plaisirs, au milieu desquels il ne se remontra avec toute son influence que sous l'empire, quand le héros des siècles modernes eut reconnu tout le parti qu'il pouvait en tirer pour affermir sa puissance.

Lors de la restauration, on se livra plus aux grandes spéculations qu'aux dépenses; les capitaux furent accumulés; la production, surtout celle industrielle, s'accrut avec une rapidité prodigieuse; la consommation ne la suivit pas, parce que l'économie dans les moyens de produire repoussa chaque année, de plus en plus, le travail des ouvriers, qui, d'année en année, virent s'accroître leur misère.

La vieillesse de Louis XVIII et celle de

Charles X ne furent pas favorables aux progrès d'un luxe en rapport avec la rapidité des progrès des arts. On chercha à leurs produits des débouchés au dehors; on prétendit rivaliser avec l'Angleterre, et triompher partout de la concurrence par l'habileté; on s'étourdit sur la puissance des obstacles à vaincre; on s'aveugla sur la marche des sciences et de l'industrie au delà de nos frontières; on fut la dupe des faux systèmes des partisans de la liberté du commerce extérieur. Notre agriculture fut inutilément offerte en holocauste à nos manufacturiers, dont les efforts des peuples rivaux contrarièrent les spéculations hasardées.

La grande fabrication fit, nonobstant cela, des progrès gigantesques chez nous; mais la petite industrie et la petite culture ne s'y trouvant pas assez soutenues par le luxe et par la dépense pour y occuper les bras, le colosse de la grande industrie, ce colosse d'or aux pieds d'argile, succomba sous les coups de l'encombrement causé par la misère populaire.

Le paupérisme des classes inférieures, en s'aggravant de jour en jour, causa la chute des maisons les plus entreprenantes, qui ne purent débiter les marchandises les plus communes; les faillites se multiplièrent; les hommes des classes

moyennes s'efforcèrent encore de capitaliser pour s'enrichir et s'unirent aux riches pour soutenir la grande fabrication; ce fut vainement; la concurrence étrangère et la misère du peuple lui portèrent un coup terrible. Plus occupé d'économies que de plaisirs, chacun chercha dans l'organisation politique la cause de la stagnation des affaires commerciales; la prospérité de la nouvelle Angleterre, dont le commerce ne s'établit guère que sur les produits du sol, sembla à nos spéculateurs la conséquence de ses formes législatives, chacun imagina de réformer le Gouvernement; les formes républicaines furent vantées outre mesure, dans un pays où mille intérêts et mille préjugés contraires rendaient leur consolidation impossible; et pourtant le peuple malheureux devenait, chaque jour, de plus en plus enclin à la révolte. On avait beau l'éclairer pour l'améliorer, sa misère le rendait de plus en plus coupable contre la propriété; le mécontentement était général, les barricades dans Paris, la révolution de juillet, la chute de Charles X et l'adoption de ses conséquences dans toute la France, suffisent pour le démontrer.

Le Roi des Français, élevé sur le pavois révolutionnaire, dut affecter la plus grande

simplicité, pour plaire à ceux de qui il tenait la couronne; la liste civile fut fort réduite; le luxe, d'abord proscrit par la médiocrité envieuse, fut plus diminué que jamais. En 1831, le paupérisme, bien que combattu par d'innombrables ateliers de charité, fut porté à son comble; la dépense du riche était restreinte par la peur, et repoussée par l'opinion erronée de la classe moyenne qu'elle tend pourtant à enrichir; les magasins restèrent encombrés; les ouvriers sans ouvrage tombèrent dans la détresse; Lyon, encore plus que nos autres villes, occupée à des fabrications de luxe, dut être encore plus affectée qu'elles par la diminution de la dépense; ses fabricans furent obligés de diminuer leurs travaux et de restreindre le salaire de leurs ouvriers; ceux-ci, mourant de faim, se révoltèrent en inscrivant sur leurs drapeaux la terrible devise *de l'ouvrage et du pain*, ou *la mort;* cette devise fut entendue par le Roi bienfaisant, qu'une longue adversité avait éclairé, et que ses vertus, autant que le besoin d'un monarque, avaient fait adopter par la France; il commanda pour 600,000 fr. de soierie aux fabricans de Lyon, il ranima le luxe dans sa cour; il multiplia les réunions et les fêtes, qui devaient accroître les dépenses du riche et faire circuler son

argent. Le paupérisme ralentit sa marche beaucoup plus rapidement qu'il ne l'avait fait jusqu'alors par l'établissement des ateliers de charité. Lyon, Paris, Rouen, Amiens et nos autres villes manufacturières virent en peu de temps ranimer le travail dans leurs ateliers; le paupérisme diminua sensiblement dans la France.

Etait-ce bien là le moment de se livrer, dans la discussion du budget, à ces mesquines économies sur les appointemens des administrateurs qui, s'ils étaient suffisans pour stimuler les dépenses du luxe, feraient mille fois plus prospérer la classe ouvrière que ne saurait le faire la diminution inutile de quelques centimes d'impôts sur chacun des contribuables? La jalousie parcimonieuse et petite qui dicta ces économies n'était-elle pas elle-même contraire aux principes de la prépondérance du mérite, consacrés par la révolution de juillet? N'était-ce pas fausser ce principe que de mettre les fonctionnaires les plus habiles dans la nécessité de renoncer à servir leur pays, par l'impossibilité dans laquelle on les plaçait de vivre convenablement à leur élévation sociale? N'était-ce pas courir le risque de concentrer le Gouvernement dans les mains des gens incapables, ou dans celles plus fâcheuses encore des gens qui se proposeraient

d'abuser de leur pouvoir pour satisfaire leur avidité?

Quand les distinctions de rang, de naissance sont renversées, quand les prééminences sociales sont détruites, il ne reste plus que l'argent pour payer le mérite et les services rendus à la patrie; c'est sans doute un malheur très grand pour les contribuables, mais dès que l'on a adopté un principe on est forcé d'en subir les conséquences : il faut donc payer en argent, quand on ne veut plus payer en noblesse, en honneur et en dignité, le temps, les services et le sang employés pour la patrie.

Quelque grand qu'ait été le désir de nos législateurs d'économiser l'argent de leurs commettans, ils n'eussent pas dû, d'ailleurs, méconnaître le bien que les dépenses du luxe font à la classe industrielle; bien beaucoup plus réel pour les producteurs qui paient l'impôt et qui ont pour cela besoin de vendre leurs produits, que ne peuvent l'être quelques misérables diminutions dans les charges que l'impôt leur occasione. « Du 1er. au 31 janvier 1832, » disait le courrier de Lyon, neuf cent deux ballots de soie ont été déposés à la condition pu- » blique ; ce nombre mensuel correspond à ce- » lui de trente-six par jour, et de dix mille huit

» cents par an ; il est le signe d'une activité plus
» qu'ordinaire dans nos fabriques lyonnaises. »
Ce fait, arrivé à la suite des commandes considérables faites à la ville de Lyon par la liste civile, suffirait seul pour démontrer la haute influence des dépenses du luxe sur les succès de la grande industrie elle-même, bien qu'elles influent encore plus directement sur les succès de la petite. Sans doute qu'elles rendent l'accumulation de la richesse moins rapide que ne le fait l'économie, appliquée au travail des machines chez les peuples qui, comme les Anglais, peuvent dominer le commerce du monde, mais elles tendent partout vers un but bien autrement important, celui de rendre les hommes plus heureux dans tous les rangs, que l'ordre social commande de maintenir.

Le luxe, en faisant importer, multiplier, varier, perfectionner, inventer les produits, tend à rendre l'industrie, la science et la civilisation progressives en même temps qu'à accroître la masse des jouissances qui, peu à peu, se répandent jusque dans les rangs les moins élevés, en finissant ainsi par améliorer la condition du pauvre lui-même. La plupart de nos plantes potagères les plus usuelles et les plus communes aujourd'hui ne se sont introduites dans l'Angle-

terre et dans la France que comme des objets du luxe le plus recherché. Un chou s'est vendu une guinée; la pomme de terre, qui fait maintenant la base de la nourriture d'un grand nombre de familles et sert à engraisser nos bestiaux, n'était servie dans la France, il y a cinquante ans, que sur les tables de l'opulence; la patate, dont l'utilité pourrait devenir la même, et l'ananas encore rare et cher, se multiplient de jour en jour avec rapidité dans nos serres : la première s'acclimate déjà dans le midi de la Provence; le second pourra, dans quelque temps, à l'instar du melon, se vendre sur nos marchés, et servir, avec l'aubergine et la tomate, à la nourriture des habitans de Paris. Le dindon, apporté du Paraguay par les jésuites, fut d'abord d'un haut prix, aujourd'hui il sert à alimenter toutes les familles de la classe moyenne; peut-être dans quelques années la pintade et le hocco seront-ils, chez nous, aussi communs que lui ?

Les laines de mérinos, ainsi que le duvet des chèvres du Thibet, dont toutes les familles dans l'aisance s'habillent maintenant, n'étaient, il y a trente ans, qu'à l'usage de la classe la plus riche. Sous Henri IV, la soie était encore si chère, que ce bon roi, voulant restreindre le luxe,

n'en permit l'usage qu'aux filles de joie et aux filous. Antérieurement à Colbert, les bas ne pouvaient servir de chaussure qu'à ceux qui jouissaient d'une grande aisance; les premières paires de bas de soie servirent à Henri III. Le sucre, le café, le thé, le chocolat, les épiceries, objets du plus grand luxe, il y a deux siècles, sont maintenant à l'usage du vulgaire dans toute l'Europe, et l'on voit dans l'Angleterre les tapis, encore de luxe chez nous, recouvrir le sol de tous les appartemens. A Naples, les glaces et les sorbets sont pour le peuple un article de consommation d'une haute importance; le manque de glaces y occasionerait une révolte, comme le manque de pain dans Paris. Le tabac et le maïs, apportés d'abord de l'Amérique comme objets de curiosité très recherchés, sont devenus, ainsi que la pomme de terre, des objets de première nécessité dans la France. Le thé, originaire de la Chine, le café, originaire de l'Arabie, le cacao, venant de Caracas, sont devenus d'énormes objets de consommation parmi nous, après y avoir été des objets du luxe le plus recherché.

Les étoffes de coton, si communes et si économiques aujourd'hui, n'ont d'abord été introduites que pour vêtir les gens riches; les montres, les miroirs, les poteries perfectionnées et mille

autres objets que nous regardons comme indispensables, ont été, dans le principe, destinés à satisfaire les fantaisies de l'opulence, qui demande sans cesse aux arts de nouveaux efforts pour lui créer des choses que les autres n'ont pas, et pour combattre la satiété, qui la poursuit, par l'acquisition de jouissances nouvelles; les vitres, les lunettes, l'imprimerie n'ont d'abord servi que pour les gens riches, il n'est plus actuellement une classe de citoyens qui puisse s'en passer.

Quoi qu'il arrive, ce ne seront jamais que les riches qui, pour se satisfaire, paieront les essais et les perfectionnemens qui, en multipliant, en variant, en attirant les produits, permettront plus tard d'en étendre les jouissances. Combattre le luxe, c'est donc combattre les progrès de la société et rendre sa marche stationnaire; si on était arrivé là, bientôt elle serait rétrograde, et la barbarie dominerait de nouveau sur la terre.

Nos économistes s'écrient sans cesse : produisez le plus et le mieux possible, au meilleur marché possible; la consommation viendra après! Il faut, en effet, que la consommation se fasse, car ce n'est que pour elle que l'on s'efforce de produire : tout ce qui tend à la restreindre

amène nécessairement la restriction de la production ; tout ce qui tend à l'augmenter amène rapidement l'accroissement des produits. La production et la consommation sont essentiellement dépendantes l'une de l'autre, tellement que l'économie volontaire ou forcée du consommateur devient la principale cause de la stagnation du commerce, de l'encombrement des magasins, de la perte de la production et de sa restriction ; le producteur préfère garder ses capitaux et cesser de travailler, à dissiper son argent et à se fatiguer pour obtenir une production inutile, ainsi que cela a toujours lieu quand sa marchandise sans consommateurs reste invendue.

C'est donc la plus grande de toutes les fautes que de restreindre le luxe, mobile de la dépense des grands consommateurs, cause de l'achat d'une multitude de produits, de la distribution d'une grande somme de salaires aux travailleurs et d'une série non interrompue de primes aux producteurs les plus habiles et les plus industrieux.

Le luxe, en distribuant sans cesse mille primes sous la forme d'achats, faits avec concurrence et intelligence, des objets de la production perfectionnée, tend, plus que tous les prix accor-

dés souvent au commérage ou à l'intrigue, à exciter le perfectionnement et l'accroissement de tous les genres de produits utiles ; considéré ainsi, il est indispensable dans l'intérêt de la société, nécessaire pour le pauvre; il est un devoir pour le riche, qui ne saurait s'en affranchir sans se montrer mauvais citoyen. La petitesse et la cupidité peuvent s'élever contre lui, la jalousie peut lui livrer des attaques; mais tous ces vices de la médiocrité, en nuisant essentiellement aux producteurs et aux travailleurs, ne servent qu'à ravaler dans l'opinion des masses, qui en souffrent, ceux qui se laissent dominer par eux; heureusement pour le peuple, le luxe triomphe et triomphera toujours de ses plus ardens détracteurs qui, quand ils se sont enrichis par l'économie et le travail, s'empressent, en l'adoptant, d'en prouver l'utilité.

Quand la société est progressive, les cyniques et les Diogène de la médiocrité sont les plus redoutables ennemis du peuple, dont ils se disent les défenseurs; en faisant tout pour restreindre la dépense à laquelle ils ne peuvent atteindre, c'est comme s'ils faisaient tout pour diminuer les salaires des travailleurs et les bénéfices des marchands.

De quoi formerait-on le revenu de la plupart

des habitans de Paris et de nos autres grandes villes, si le luxe n'existait plus? et qui, d'ailleurs, poserait une borne entre les consommations de luxe et celle reconnue comme d'utilité ?

Tous les genres de produits, ou presque tous sont des objets de luxe dans beaucoup de familles, en descendant d'étage en étage. Le pain blanc est un objet de luxe pour celui qui n'est accoutumé qu'au pain bis, et les souliers sont un objet de luxe parmi les gens de la campagne qui n'ont encore que l'usage des sabots.

Le luxe, qui n'est, en réalité, que la satisfaction d'une somme de jouissances plus ou moins étendues dans les divers rangs de la société, est la conséquence indispensable des progrès des lumières et de l'industrie; il n'est jamais que comparatif, tant pis pour ceux dont il excède les facultés pécuniaires; mais tant pis aussi pour les ouvriers et les marchands quand il n'est pas assez grand et assez général pour exciter suffisamment la dépense des consommateurs.

Arrêter le luxe, c'est limiter les progrès des arts et enrayer la roue de la fortune; c'est forcer ceux qui sont au dessous d'elle à y rester malgré tous leurs efforts; c'est semer le désespoir dans la classe ouvrière et industrielle, qui ne peut s'élever que par les dépenses qu'il occasione; c'est

la mettre de plus en plus sous le joug des spéculateurs, qui lui refusent les salaires et les bénéfices auxquels le travail et l'industrie donnent les droits les plus imprescriptibles, et tout cela aurait pour résultat d'empêcher les industriels de s'élever par leurs efforts au dessus de cette médiocrité prétentieuse qui voudrait tout dominer.

Repousser le luxe, c'est renverser la seule cause d'émulation qui reste chez un peuple où les rangs, les titres, les honneurs dus au mérite, aux services rendus à la patrie, au sang versé pour elle, ont été détruits par haine des abus auxquels leur distribution a pu donner lieu.

Repousser le luxe chez un peuple où les rangs sont confondus, c'est faire table rase de l'ordre social actuel, pour recréer je ne sais quel ordre social nouveau, fondé sur les prétentions imaginaires des novateurs, toujours avides, en secret, de distinctions et de pouvoirs qu'ils ne combattent aujourd'hui pour les autres que dans le but de s'en emparer demain pour eux-mêmes.

Pendant ce temps, le peuple ballotté, étourdi par les clameurs des parties, reste sans ouvrage et sans salaires; mourant de faim, il s'agite pour exister, et trop souvent il est porté au crime par la pénurie dans laquelle il se trouve.

Mais voici une autre considération d'une haute importance. Le luxe, compagnon ordinaire des fêtes, de la gaîté, des plaisirs, est l'une des causes principales du bonheur des peuples et de la moralité des citoyens : tous sont moins enclins au crime quand ils se divertissent pendant leur moment de repos, que quand ils s'occupent sans cesse à spéculer sur les moyens de monter et de s'enrichir ; sous ce rapport, le luxe, éminemment utile au Gouvernement, ne l'est pas moins aux familles qui ne l'adoptent qu'avec sagesse et prudence. Nous disons avec prudence, parce que ce n'est ni le luxe excessif qui ruine les riches, ni la débauche qui conduit les pauvres à l'oisiveté, que nous prétendons défendre ; c'est le luxe modéré ou la dépense proportionnée à la fortune que nous soutenons comme tendant à faire perfectionner tous les produits de l'industrie et à soutenir le plaisir et la gaîté dans tous les rangs que comporte l'ordre social.

Quand le punch glacé se boit, le soir, dans les salons, la piquette se boit dans les guinguettes le dimanche, et certes ce ne sera pas nous qui nous en plaindrons ; nous ne nous classons pas parmi ces moralistes sévères qui défendent aux familles laborieuses les plaisirs

susceptibles de les distraire de leurs pénibles travaux. La gaîté et la liberté se prêtent, dans notre pensée, un appui mutuel ; nous aimons toujours à nous rappeler la joie franche qui préside aux danses de la Suisse et à celles de nos villageois du midi de la France. Une noce de village ne nous a jamais scandalisé, et chaque fois que nous avons vu le peuple content, nous avons tellement partagé son bonheur, que nous aurions voulu trouver les moyens de l'accroître encore. Puissions-nous voir bientôt tous les Français reprendre cette gaîté vive et brillante, qui tant de fois attira chez eux l'or des étrangers !

Ceux qui spéculent et calculent avec nos grands industriels du nord de la France se jettent souvent dans la rivière ; ceux qui rient et dansent avec nos villageoises du Midi se gardent bien d'y tomber.

Dans les trente-deux départemens que M. le baron Charles Dupin a placés dans la France septentrionale, dans ces départemens dont il a tant vanté l'industrie, il y a eu chaque année, de 1827 à 1829, terme moyen, un suicide sur douze mille quatre-vingt-un habitans ; dans les cinquante-quatre départemens dont il a formé la région méridionale, il n'y en a eu qu'un sur

trente et un mille quatre-vingt-un habitans : ce plus grand dégoût de la vie provenait d'un surcroît de misère ou d'une misère plus déchirante ; car, de 1825 à 1829, nos trente-deux départemens du Nord ont fourni, année moyenne, un accusé de crime contre la propriété sur quatre mille six cent quatre habitans, tandis que nos cinquante-quatre départemens du Midi n'en ont fourni qu'un sur sept mille neuf cent cinquante-trois, bien que le prix moyen du froment y ait été, pendant ce laps de temps, de 50 centimes plus cher par hectolitre que dans le nord de la France. Dans le Midi, il n'y a eu aussi, année moyenne, qu'un prévenu de délit sur trois cent trente-neuf habitans, tandis que les tribunaux correctionnels du Nord en ont eu à juger un sur cent vingt-quatre.

Ce résultat remarquable serait-il la conséquence d'une plus grande moralité dans le midi que dans le nord de la France? Non, la preuve du contraire existe ; l'instruction, plus généralement répandue dans le Nord, y a amélioré davantage les hommes. Année moyenne, de 1825 à 1829, il n'y a eu qu'un accusé de crime contre les personnes sur dix-huit mille sept cent quatorze habitans dans le nord de la France, tandis que le Midi en a présenté un sur quinze mille

quatre cent quarante-sept. C'est donc la misère plus poignante dans le Nord qui a déterminé le plus grand nombre de crimes contre les propriétés, et le plus grand nombre de suicides.

Voilà des faits qui prouvent combien les populations joyeuses du Midi supportent mieux leur misère en dansant la farandole, la périgourdine et la béarnaise, que ne le font les populations du Nord, en cherchant avec peine à économiser quelques écus, qui ne suffisent pas pour les affranchir de l'indigence, et qui, pour l'ordinaire, vont s'engloutir à la loterie quand ils ne sont pas dépensés dans un cabaret. La démonstration s'en trouve dans la comparaison des mises à la loterie de 1825 à 1829, qui, pour cette France nord tant vantée, se sont élevées à 13,926 fr. pour mille habitans, et qui n'ont été, dans la France sud, que de 3,838 fr. pour un pareil nombre. Il résulte de là que, dans la première région, le peuple joue, tandis que, dans la seconde, il danse.

Nous venons de dire que, dans la première région, il y avait deux fois et demie plus de suicides : cet argument ne semble-t-il pas plus démonstratif en faveur de la danse que ne le sont contre elle les déclamations faites par des

censeurs moroses et atrabilaires, peut-être aux regrets de ne pas pouvoir danser?

Mais ce n'est pas sous le rapport de la joie populaire que la danse et les fêtes sont les plus utiles chez les peuples avancés en civilisation. Un bal d'abonnés ne s'établit plus dans les hautes classes sans qu'une part des recettes soit versée dans la caisse de l'indigence; le surplus sert à solder des décorations, des lumières, des musiciens, des rafraîchissemens, des gens de service, et tout cela se convertit en salaires. Les danseurs, les danseuses font, pour jouir des fêtes, des dépenses en porteurs, en voitures, en vêtemens, en parures, qui répandent dans le commerce et convertissent encore en salaires une somme décuple de celle de leurs abonnemens. L'ouvrier qui travaille le tulle, les fleurs et les broderies a tout autant besoin d'être occupé pour vivre, que celui qui fabrique des blouses et des sabots.

Quelle que soit donc notre admiration pour la simplicité antique, qui aujourd'hui nous ferait rétrograder vers l'état sauvage, pour cette simplicité idéale chez nous, dont les romanciers douent à leur gré quelque peuplade isolée du reste du monde, nous ne doutons pas qu'en examinant sérieusement la question de l'utilité

des fêtes, chacun la résoudra, comme nous, en faveur de la multitude des citoyens auxquels le luxe procure des moyens d'existence.

Admirateurs des vertus grecques et romaines, nous ne pouvons méconnaître les importans changemens que les progrès de la science, de la civilisation, de l'industrie ont opérés dans les mœurs, les coûtumes, et même les vertus des peuples de notre âge. Les Grecs et les Romains des temps héroïques, fiers de leurs vertus guerrières, dédaignaient tout autre genre de travail que celui des combats; ce travail seul leur procurait de nombreux esclaves qu'ils employaient à la culture de la terre, et qu'ils traitaient avec la plus horrible cruauté. Les peuples modernes, au contraire, savent goûter les jouissances de la paix; ils honorent le travail, et apprécient la liberté dont ils ont étendu les bienfaits sur tous les citoyens; les progrès des arts, de l'industrie, du commerce ont adouci leur moral en étendant leurs jouissances.

Une multitude de familles vivent aujourd'hui des salaires que leur procurent mille productions inconnues à nos aïeux; sans le débit de ces productions, un nombre immense de nos concitoyens seraient réduits à la misère; leurs enfans qui n'appartiennent pas à la république,

comme dans Sparte, périraient de faim, et les classes les plus laborieuses, réduites au désespoir, menaceraient l'ordre social. La révolte des ouvriers lyonnais vient de le démontrer d'une manière effrayante.

La nécessité actuelle de consommer une foule d'objets jadis inconnus est-elle un mal ou un bien? Nous laissons aux moralistes théoriciens à résoudre cette question; mais, certes, elle est un fait devenu incontestable, les philantropes, les économistes et les politiques ne nieront pas qu'aujourd'hui, où la grande culture nourrit quatre fois plus d'hommes qu'elle n'en occupe, il faut bien que la petite culture et l'industrie varient leurs produits, pour utiliser tous les bras dont la production des grains ne réclame pas l'usage, notamment des populations agglomérées dans nos villes, qui se trouvent trop éloignées de nos champs pour s'y livrer aux travaux agricoles.

Que deviendraient nos immenses et nombreuses fabriques de soieries, de tissus de luxe, de gazes, de crêpes, de dentelles, de rubans, de glaces, d'horlogerie, de bijouterie, etc., si nous devions nous réduire à la simplicité antique? De combien verrions-nous diminuer le nombre de nos carrossiers, de nos peintres, de nos décorateurs,

de nos marchands de modes, de nos couturières, de nos brodeuses, de nos tailleurs, de nos coiffeurs, de nos cuisiniers, etc., si la tunique grecque, la sandale romaine et le brouet noir des Lacédémoniens remplaçaient nos vêtemens et nos alimens les plus recherchés? Où reporterions-nous tous les bras désœuvrés par le changement de nos mœurs, si ce changement, inconsidérément prêché par des hommes austères, était opéré subitement? Ne serait-il pas d'ailleurs aussi impossible à faire adopter par ceux qui connaissent les jouissances de la civilisation, que dangereux à faire admettre pour ceux que les dépenses du luxe et de la superfluité affranchissent des angoisses de la faim et des tourmens de la misère?

Si une multitude de citoyens ne vivent que des dépenses du luxe, il est indispensable de soutenir ces dépenses : cela l'est surtout, quand des craintes ou le froissement des opinions de ceux qui possèdent la richesse en déterminent un grand nombre à resserrer leurs bourses et à accumuler, pour s'enrichir encore, des revenus qui, dépensés à propos, soulageraient la misère des classes ouvrières.

Les fêtes et les plaisirs sont les stimulans des dépenses du luxe : les économies faites sur les

revenus, quand elles ne sont pas immédiatement employées en ouvrages utiles, comme stimulant du travail réel des bras, sont des capitaux enlevés aux salaires du pauvre.

Napoléon, qui n'ignorait pas l'utilité des dépenses d'apparat, en fit un devoir à ses courtisans, pour ranimer notre commerce intérieur, que notre commerce extérieur ne pouvait plus seconder. Lyon se releva à sa voix, qui, comme celle d'Amphion, sut produire des miracles. Lyon n'est retombé dans la détresse que parce qu'au rabais forcé par la concurrence sur nos ventes au dehors s'est jointe une restriction prodigieuse dans la quantité des ventes faites sur nos propres marchés. Sans doute, à l'aspect de ses malheurs on n'est guère disposé aux plaisirs; mais n'est-il pas regrettable que l'excitation aux dépenses d'un luxe utile n'ait pas, en assurant le débit des produits de ses fabriques, prévenu la catastrophe qui vient de le frapper?

La dépense de quelques millions faite pour atteindre ce but n'eût-elle pas été préférable à celle nécessitée par la révolte des ouvriers, par les désordres qui en ont été la conséquence, par les mouvemens des armées mises en marche pour rétablir le règne des lois?

Voilà toute la question qu'il s'agit de ré-

soudre aujourd'hui. Quant au *quantum* de la somme qu'il eût fallu dépenser pour cela, ce n'est ici ni le lieu de le fixer ni celui de le défendre.

Les caisses d'épargne sont sans doute d'une grande utilité; mais on n'économise que quand on a un salaire plus que suffisant pour vivre : il faut donc commencer par mettre les ouvriers à portée de gagner de tels salaires; les économies, si elles leur sont possibles, viendront après.

C'est pourtant sérieusement que, dans le siècle des lumières, on combat encore la nécessité du luxe chez les peuples avancés en civilisation.

Est-ce le luxe dans le sens absolu que l'on repousse? Où le placera-t-on? De combien de jouissances, de combien d'aisances prétend-on que nous nous privions? Quels sont les genres d'industrie qui doivent être repoussés? Où veut-on nous faire rétrograder? Nous logera-t-on dans des huttes de terre? nous réduira-t-on au vêtement de peau séchée au soleil, et aux fruits sauvages pour toute nourriture? Admettons pour un moment ce bizarre et ridicule système, nous voilà retombés dans l'état de barbarie dont une longue série de siècles nous a fait sortir; il n'y a plus d'intérêts compliqués à discuter, ni à

défendre. La science des économistes devient sans objet, les sciences physiques sans application; la politique et la morale sont si simplifiées qu'elles n'ont plus besoin de dissertation; les arts sont anéantis, l'imprimerie devient inutile! Sans doute que personne ne veut tout cela, c'est donc le luxe relatif que l'on combat? Où posera t-on la borne des progrès utiles de l'industrie et du commerce? Où dira-t-on à la science d'arrêter ses applications? Quand dira-t-on au consommateur de laisser sans emploi les produits nouveaux ou améliorés que viennent de créer les arts? Serait-ce là où la fortune particulière de chaque détracteur du luxe ne lui permet pas d'attendre? Je ne le pense pas, le niveau que chacun voudrait poser au dessus de soi serait bientôt réclamé au dessous, et de proche en proche, l'émulation, la civilisation, l'instruction dont parfois on abuse, seraient anéanties par la marche rétrograde des arts et des sciences.

Nous aimerions sans doute voir refluer, dans nos campagnes qui manquent de bras, les ouvriers auxquels les progrès de la mécanique enlèvent le travail dans nos villes, quand des inventions nouvelles, destinées à satisfaire le luxe avant de devenir vulgaires, ne sont pas là

pour les y réclamer ; mais ce ne serait pas pour leur faire produire plus des objets dont nous récoltons déjà assez et surtout de ceux que la grande culture tend à produire avec plus d'économie que la petite, ce serait pour servir encore le luxe en accroissant les produits de notre sol, en multipliant les objets de nos jouissances, en variant la production le plus possible et en étendant des genres de consommation qui, aujourd'hui, ne sont pas encore à la portée d'un grand nombre de familles ; il faut bien qu'à mesure que les arts s'efforcent à perfectionner et à produire, on s'efforce aussi à accroître le goût de la consommation et le nombre des consommateurs.

Quelle que soit la nature des progrès des arts, ceux de la consommation et du luxe doivent les suivre, ils en sont la conséquence indispensable, et toutes les économies faites sur la consommation tendent à les arrêter.

Le nivellement de fortune et de dépenses que les saints-simoniens eux-mêmes repoussent est, selon les hommes vraiment éclairés, aussi dangereux à tenter qu'impossible à établir : les hommes sages ne poussent donc pas l'amour de l'égalité jusqu'à l'absurde. S'ils ne condamnent pas ceux qui ne jouissent que

d'une fortune médiocre à porter l'habit de bure et à manger le pain bis consommé dans la classe ouvrière, ils ne défendent pas à l'homme riche le fauteuil de maroquin et le bureau d'acajou; ils ne blâment pas l'homme opulent de rouler équipage. Loin de repousser les fêtes, les plaisirs, les jouissances qui accroissent le débit, ils pensent que chacun, dans l'intérêt public, doit faire la dépense que sa fortune lui permet; ils croient que l'honneur et le patriotisme en imposent à tous les devoirs, parce qu'ils savent que l'argent versé dans les mains des ouvriers et des marchands est plus utile au pays que celui accumulé dans un coffre-fort, ou versé chez un banquier; ils n'ignorent pas que c'est le mouvement du numéraire qui fait vivre le peuple et non son emploi à l'établissement des machines destinées à économiser les bras, ou l'agiotage infâme auquel il ne sert que trop quand il est livré entre les mains des grands spéculateurs.

C'est la différence de fortune qui commande le luxe, c'est elle aussi qui impose à une seule personne l'obligation de consommer par elle-même, ou de faire consommer à ses frais par ceux qui l'entourent, autant que deux, que quatre, que dix, que cent autres; c'est à dire,

de mettre deux, quatre, dix ou cent familles de travailleurs à même de consommer, après qu'elle leur a payé leurs salaires, ou leurs marchandises, avec l'argent qu'elle possède.

La différence de fortune existe; elle est nécessaire, comme cause du travail et de l'émulation, bases de l'ordre social. Le luxe comparatif, qui n'est que le paiement comparatif d'une plus grande somme de salaire, est donc indispensable pour soutenir le travail de ceux qui produisent, et généralement pour tous les citoyens qui, suivant la définition des économistes, sont tous producteurs par leur chose ou par leurs personnes. Il faut que la consommation ait lieu proportionnellement à la richesse, puisqu'elle seule fait vendre toutes les productions et toutes les marchandises, et que, si celles-ci étaient bornées au petit nombre de celles qui sont d'un usage général et que les machines obtiennent, une multitude de bras resteraient vacans. Le luxe qui excite la consommation est donc nécessaire sous le rapport économique, et il ne l'est pas moins sous le rapport politique, en ce qu'il tend à rapprocher les rangs que les préjugés aristocratiques séparent, et à arrêter les progrès des inégalités sociales qu'ils tendent à maintenir. En effet, il empêche la trop grande accumu-

lation des richesses dans les sommités où elles se concentreraient sans cesse de plus en plus au détriment des classes moyennes et inférieures, si la plus grande consommation des classes supérieures n'était là pour y mettre un terme.

Les défenseurs du système que nous repoussons, ceux qui blâment le luxe en haine des supériorités sociales, commettent donc une grave erreur dans l'intérêt de leur propre cause.

L'abolition du luxe accumulerait, conserverait la richesse au dessus d'eux, et s'opposerait à ce qu'ils sortissent de leur médiocrité en s'opposant à ce qu'ils s'enrichissent eux-mêmes par leur habileté à produire et par l'emploi des capitaux qu'ils économisent maintenant pour commander ou pour diriger le travail; car, par un contre-sens difficile à comprendre, en limitant la consommation ils rendraient la production perfectionnée et le travail si peu lucratif, que le producteur sans bénéfice et l'ouvrier sans salaire ne pourraient plus leur payer l'intérêt de leurs avances.

Qu'ils cessent donc de s'offusquer des situations supérieures aux leurs, de ces situations qu'ils ambitionnent sans se l'avouer à eux-mêmes, et auxquelles ils ne pourront parvenir que quand le luxe sera là pour exciter

leur industrie et solder leur travail; ils connaissent sans doute beaucoup de situations, inférieures à celle qu'ils occupent, auxquelles ils ne voudraient pas descendre : cette pensée leur fera briser le microscope dont ils se servent pour enfler les inégalités sur lesquelles ils voudraient passer le niveau. Qu'ils considèrent les inégalités au dessus desquelles les ont élevés leur mérite, leurs talens, la fortune de leurs parens, ou celle qu'ils ont acquise par eux-mêmes; nous serons bientôt d'accord, car dans leur propre intérêt ils sentiront la nécessité de modifier un système dont l'application tuerait l'émulation qui les élève, et bouleverserait l'ordre social qui les protège, en commençant par ruiner la grande masse des citoyens qui ne vivent que des salaires qu'ils reçoivent.

TABLE DES CHAPITRES.

OUVRAGES

Qui se trouvent chez Madame HUZARD, libraire,

Rue de l'Éperon-Saint-André-des-Arts, n°. 7.

Essai historique et moral sur la pauvreté des nations, la population, la mendicité, les hôpitaux et les enfans-trouvés; par M. *F.-E. Fodéré.* 1825, in-8. 7 f. 50 c. et 9 f. 50 c., franc de port.

Essai sur l'extinction de la mendicité en France; par *H. Mansion.* Paris, 1829, in-12. 3 f. 75 c. et 4 f. 50 c.

Lettre de M. le vicomte de Morel-Vindé a M. Tessier, sur la mendicité. Paris, 1829, in-8. . . . 25 c. et 30 c.

Prisons (des) de Philadelphie; par un Européen (M. le duc *de la Rochefoucauld*). 4e. édit. Paris, 1819, in-8, avec tableaux. . . . . 2 f. 50 c. et 3 f.

Tableau des sociétés et des institutions religieuses, charitables et de bien public de la ville de Londres; trad. de l'angl. par M. *G. de Gérando.* 1824, in-12. . . . . 1 f. 50 c. et 2 f.

Peine de mort (de la) et du système pénal dans ses rapports avec la morale et la politique; par *J.-B. Salaville.* Paris, 1826, in-8. . . . . 2 f. et 2 f. 30 c.

Des colonies agricoles et de leurs avantages pour assurer des secours a l'honnête indigence, extirper la mendicité, réprimer les malfaiteurs et donner une existence rassurante aux forçats libérés, tout en accroissant la prospérité de l'agriculture, la sécurité publique, la richesse de l'État; avec des recherches comparatives sur les divers modes de secours publics, etc.; par M. *Huerne de Pommeuse.* Paris, 1832, in-8. . . . . . 8 f. et 11 f. 50 c.

Système anglais d'instruction; par *J. Lancaster.* Trad. de l'angl. par M. le duc *de la Rochefoucauld.* 1815, in-8. . . . . 2 f. et 2 f. 50 c.



